

Le 8 février 2018

## **Excellents résultats de TELUS au quatrième trimestre et toute l'année 2017 Annonce des objectifs financiers de 2018**

***Croissance des revenus consolidés et du BAIIA de 4,9 pour cent et de 4,7 pour cent, respectivement***

***Solide croissance de la clientèle, dont 156 000 nouveaux abonnés des services mobiles postpayés, d'Internet et de télévision, une hausse de 23 pour cent par rapport à l'an dernier  
Ajouts nets d'abonnés des services mobiles postpayés de 121 000, une hausse de 39 pour cent par rapport à l'an dernier; le meilleur résultat en cinq ans***

***Des réseaux à large bande inégalés permettant une croissance remarquable de 21 000 nouveaux abonnés des services filaires, une hausse de 17 pour cent par rapport à l'an dernier, et les plus faibles pertes du nombre de lignes d'accès au réseau en 13 ans***

***Meilleur taux de désabonnement mensuel des services mobiles postpayés de l'industrie avec 0,99 pour cent – notre quatrième année consécutive avec un taux de désabonnement inférieur à 1 pour cent***

***En 2018, croissance visée des revenus consolidés et du BAIIA jusqu'à 6 et 7 pour cent, et perspectives de 1,4 milliard de dollars de flux de trésorerie disponible***

**Vancouver (Colombie-Britannique)** – Les revenus d'exploitation consolidés de TELUS Corporation ont augmenté de 4,9 pour cent pour atteindre 3,5 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2017 par rapport au même trimestre l'année précédente, ce qui reflète une augmentation des revenus tirés des réseaux mobiles et des services de données filaires. Le bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)<sup>1</sup> a augmenté de 46 pour cent pour s'établir à 1,1 milliard de dollars en raison d'une croissance plus élevée des revenus et de coûts de restructuration et d'autres coûts plus faibles comparativement au même trimestre l'an dernier. Néanmoins, ce résultat est partiellement contrebalancé par des coûts d'acquisition et de rétention plus élevés. Le BAIIA rajusté a affiché une hausse de 4,7 pour cent si l'on exclut certains coûts, dont ceux de restructuration et d'autres coûts, en raison de la charge de transformation de la rémunération de 305 millions de dollars à la même période l'an dernier.

« TELUS a réalisé des résultats financiers et opérationnels probants au quatrième trimestre, des résultats qui témoignent d'une solide croissance de la clientèle et d'une saine expansion des revenus et du BAIIA à la fois du côté des services mobiles et du côté des services filaires, affirme Darren Entwistle, président et chef de la direction. Notre rendement soutenu est étayé par la détermination de notre équipe incroyable à exécuter notre stratégie dans un environnement grandement concurrentiel. L'équipe TELUS est déterminée comme nulle autre à offrir une expérience client exceptionnelle à tous coups. Cet engagement a permis à TELUS d'enregistrer pour une quatrième année consécutive un taux de désabonnement aux services mobiles inférieur à un pour cent, un résultat soutenu par notre gamme de services différenciés et les investissements continus dans nos réseaux à large bande de pointe. »

M. Entwistle ajoute : « Le quatrième trimestre nous a permis de couronner une année forte au cours de laquelle nous avons obtenu d'excellents résultats en matière de croissance de la clientèle tout en atteignant nos objectifs de revenus annuels et de BAIIA pour la septième année consécutive. Cette performance

avérée de notre équipe année après année nous permet d'aborder avec confiance les objectifs 2018 annoncés aujourd'hui, objectifs qui comprennent jusqu'à 6 pour cent de croissance des revenus et jusqu'à 7 pour cent de croissance du BAIIA. De plus, les perspectives concernant le flux de trésorerie disponible devraient atteindre 1,4 milliard de dollars. »

M. Entwistle poursuit en affirmant : « L'efficacité de nos investissements dans les réseaux à large bande démontre que nous pouvons assurer la croissance à long terme des revenus et du BAIIA tout en respectant nos engagements envers les actionnaires. TELUS a remis plus de 1,1 milliard de dollars à ses actionnaires en 2017. Cette remise s'inscrit dans la continuité des 15 milliards de dollars que TELUS a versés à ses actionnaires depuis 2004, soit plus de 25 \$ par action. En conformité avec la croissance de 7 pour cent du dividende en 2017 et après six années consécutives au cours desquelles nous avons enregistré une croissance annuelle du dividende d'environ 10 pour cent, nous visons une autre augmentation de 7 à 10 pour cent en 2018. »

Doug French, vice-président à la direction et chef des services financiers de TELUS, indique : « Les résultats probants du quatrième trimestre et de 2017 illustrent les bienfaits de nos investissements stratégiques dans nos réseaux à large bande de pointe, d'un solide portefeuille d'actifs visant la croissance des services de données, et de l'importance accordée à l'efficacité opérationnelle et à l'accroissement des marges. En ce début d'année 2018, nous sommes bien positionnés pour enregistrer une fois de plus de solides résultats financiers et opérationnels et poursuivre sur notre lancée sur le plan opérationnel. La présentation d'un bilan positif demeure au centre de nos intérêts pendant que nous poursuivons nos investissements stratégiques dans les réseaux à large bande afin de prendre en charge la croissance rentable future et un flux de trésorerie disponible accru pour garantir la réalisation du programme de croissance du dividende. Comme nous l'avons annoncé précédemment, nos dépenses en immobilisations ont atteint un sommet en 2017 et devraient atteindre 2,85 milliards de dollars en 2018. Une solide exécution opérationnelle et des dépenses en immobilisations ciblées seront le moteur de la croissance du flux de trésorerie disponible pour atteindre notre objectif consistant à montrer un flux de trésorerie disponible positif après le versement des dividendes cette année. »

Du côté des services mobiles, les revenus tirés des réseaux ont augmenté de 5,4 pour cent pour atteindre 1,8 milliard de dollars. Ce résultat témoigne de la croissance du nombre d'abonnés au service postpayé, ce qui comprend l'adoption du téléphone intelligent et les abonnés acquis de Manitoba Telecom Services (MTS), un PMAA plus élevé en raison du déplacement des clients vers des forfaits plus généreux, dont Extra Plus, et une consommation accrue de données. Dans le secteur filaire, les produits d'exploitation tirés de l'équipement et des services de données ont augmenté de 6 pour cent pour atteindre 1,1 milliard de dollars, ce qui reflète la hausse des produits d'exploitation tirés des services Internet et de données améliorées découlant d'une hausse constante du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et d'une augmentation des produits d'exploitation par client, la croissance des produits d'exploitation des services d'impartition des processus d'affaires, y compris les acquisitions récentes et l'incidence des opérations de change sur les opérations à l'étranger, la hausse du chiffre d'affaires de TELUS Santé découlant d'une croissance organique attribuable à l'augmentation des produits d'exploitation tirés des services professionnels et du soutien et aux acquisitions, ainsi qu'une hausse des produits d'exploitation tirés de TELUS TV en raison de la croissance du nombre d'abonnés.

Durant le trimestre, TELUS a gagné 156 000 nouveaux abonnés des services mobiles postpayés, des services Internet haute vitesse et des services TELUS TV, soit une hausse de 29 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les ajouts nets se sont élevés à 121 000 clients pour les services mobiles postpayés, à 21 000 abonnés pour le service Internet haute vitesse et à 14 000 clients pour TELUS TV. Le nombre total d'abonnés des services mobiles de TELUS se chiffre à 8,9 millions, soit une hausse de 3,8 pour cent par rapport à l'année dernière et une hausse de 5,7 pour cent du nombre d'abonnés des services postpayés, qui atteint 8 millions. Le nombre de connexions Internet haute vitesse de TELUS a augmenté de 5,3 pour cent pour atteindre plus de 1,7 million au cours des 12 derniers mois, et le nombre d'abonnés du service TELUS TV est en hausse de 3,7 pour cent pour se chiffrer à 1,1 million.

Pour le trimestre, le bénéfice net de 282 millions de dollars représente une augmentation de 195 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier, et à 0,47 \$, le bénéfice par action (BPA) de base a crû de 0,33 \$ grâce aux coûts de restructuration et aux autres coûts considérablement plus bas. Autant les revenus nets rajustés de 328 millions de dollars que le BPA rajusté de 0,55 \$ affichent une hausse de 3,8 pour cent. La croissance du BAIIA, quant à elle, a été contrebalancée partiellement par une dépréciation et un

amortissement plus élevés qui reflètent nos investissements considérables des dernières années, dont ceux dans nos réseaux à large bande et ceux découlant des acquisitions d'entreprises.

Le flux de trésorerie<sup>4</sup> disponible de 274 millions de dollars au quatrième trimestre représente une augmentation de 465 millions de dollars par rapport au même trimestre l'année précédente, notamment en raison d'un BAIIA accru, le quatrième trimestre de 2016 comprenant une charge de transformation de la rémunération de 305 millions de dollars, et de dépenses en immobilisations et d'impôts en espèces moins élevés.

## APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non audités)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation en %
	2017	2016	
Revenus d'exploitation	3 467	3 305	4,9
Dépenses d'exploitation avant dépréciation et amortissements	2 344	2 536	(7,6)
BAIIA <sup>(1)</sup>	1 123	769	45,9
BAIIA rajusté <sup>(1)(2)</sup>	1 164	1 110	4,7
Bénéfice net	282	87	v. n.
Bénéfice net rajusté <sup>(3)</sup>	328	316	3,8
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	281	81	v. n.
BPA de base	0,47	0,14	v. n.
BPA de base rajusté <sup>(3)</sup>	0,55	0,53	3,8
Dépenses en immobilisations	739	794	(6,9)
Flux de trésorerie disponible <sup>(4)</sup>	274	(191)	v. n.
Connexions d'abonnés totales <sup>(5)</sup>	13 050	12 673	3,0

Annotation utilisée ci-dessus : v. n. – valeur négligeable

- (1) Le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. TELUS donne des prévisions et fait état de son BAIIA parce qu'il s'agit d'une mesure clé pour évaluer la performance. Pour plus de définitions et d'explications sur cette mesure, veuillez vous reporter à la section 3.1 du rapport de gestion du quatrième trimestre de 2017.
- (2) Le BAIIA rajusté est défini dans le présent communiqué comme excluant 1) les coûts de restructuration et autres coûts; 2) les pertes nettes et les pertes immobilières (bénéfice net et quote-part) des coentreprises immobilières; et 3) le recouvrement net de MTS.
- (3) Le bénéfice net rajusté et le BPA de base rajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Ces termes sont définis dans le présent communiqué de presse comme excluant du bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et du BPA de base (après impôts sur les bénéfices) : 1) les coûts de restructuration et autres coûts; 2) les pertes nettes et les pertes immobilières (bénéfice net et quote-part) des coentreprises immobilières; 3) les redressements d'impôt défavorables (favorables) pour les deux périodes; et 4) le recouvrement net de MTS. Pour une analyse plus approfondie du bénéfice net rajusté et du BPA de base rajusté, veuillez vous reporter à la section 1.2 du rapport de gestion du quatrième trimestre de 2017.
- (4) Le flux de trésorerie disponible est une mesure non conforme aux PCGR qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Pour plus de définitions et d'explications sur cette mesure, veuillez vous reporter à la section 3.1 du rapport de gestion du quatrième trimestre de 2017.
- (5) La somme des abonnés actifs des services mobiles, des lignes d'accès au réseau résidentiel, des abonnés des services Internet haute vitesse et des abonnés de TELUS TV<sup>MD</sup> est mesurée à la fin des périodes respectives selon les renseignements provenant du système de facturation et d'autres systèmes. En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes relatifs au nombre de lignes d'accès au réseau résidentiel, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV au 1<sup>er</sup> janvier 2017 ont été majorés d'un montant net de 1 000, de 6 000 et de 5 000, respectivement. Le 1<sup>er</sup> avril 2017, les soldes d'ouverture pour le nombre d'abonnés des services postpayés, le nombre total d'abonnés et les statistiques d'exploitation connexes (ajouts bruts, ajouts nets, PMAA et taux de désabonnement) ont été rajustés de manière à inclure un transfert estimatif de 85 000 abonnés de MTS. Par la suite, le 1<sup>er</sup> octobre 2017, le nombre total d'abonnés et les statistiques d'exploitation associées ont fait l'objet d'un rajustement pour réduire l'estimation du nombre de transferts d'abonnés de MTS de 11 000 et l'établir à 74 000. Le nombre cumulatif de connexions d'abonnés comprend aussi un ajustement effectué le 1<sup>er</sup> avril 2017 pour retirer environ 19 000 abonnés des services prépayés et 25 000 abonnés des services postpayés des catégories d'abonnés respectives, principalement en raison de l'abandon du réseau CDMA national.

*Le présent communiqué de presse contient des énoncés portant sur le rendement financier et le rendement d'exploitation de TELUS (la « Société ») et sur des événements futurs qui sont prospectifs, dont les prévisions et objectifs annuels de la société pour 2018, les hausses futures du dividende et les plans de dépenses en immobilisations. En raison de leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la Société qu'elle émette des hypothèses et des prévisions, et à ce titre, ils sont soumis à des risques et à des incertitudes. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs s'avèrent inexacts. Les lecteurs sont par conséquent informés qu'ils ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats et les événements réels diffèrent considérablement de ceux prévus. Par conséquent, les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué de presse doivent être lus en tenant compte de la mise en garde figurant dans le rapport de gestion du quatrième trimestre de 2017. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué de presse sont fondés sur des hypothèses (notamment des hypothèses relatives aux prévisions annuelles pour 2018 et aux hausses semestrielles du dividende jusqu'en 2019) et sont publiés sous réserve des conditions et des facteurs de risque mentionnés dans le rapport de gestion du quatrième trimestre de 2017, dans le rapport de gestion annuel de 2017 et dans d'autres documents divulgués au public par TELUS ou déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (sur SEDAR à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com)) et aux États-Unis (sur EDGAR à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov)). Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué de presse décrivent nos attentes au moment de la publication du communiqué et pourraient donc changer par la suite. Dans la mesure prévue par la loi, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs et se réserve le droit de changer ses pratiques habituelles de mise à jour des objectifs et des orientations, à tout moment et à sa seule discrétion.*

## **Faits saillants des activités du quatrième trimestre de 2017**

### **Services mobiles de TELUS**

- Les revenus tirés du réseau mobile ont connu une hausse de 91 millions de dollars ou 5,4 pour cent d'une année à l'autre pour atteindre 1,8 milliard de dollars. Cette croissance a été stimulée par une hausse du nombre d'abonnés, y compris les abonnés acquis de MTS, une proportion accrue de forfaits de deux ans à tarif plus élevé, une hausse de l'adoption de lots de données ou de réapprovisionnements en données plus volumineux, une proportion plus favorable d'abonnés des services postpayés et une proportion supérieure d'utilisateurs de téléphones intelligents.
- Le PMAA combiné a augmenté de 1,6 pour cent pour se chiffrer à 67,27 \$. Il s'agit du vingt-neuvième trimestre consécutif de croissance de cette mesure d'une année à l'autre. Celle-ci découle de la croissance des revenus tirés du réseau, comme il est indiqué ci-dessus.
- Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés a augmenté légèrement de 1 point de base d'une année à l'autre, pour se fixer à 0,99 pour cent. Il s'agit de la quatrième année consécutive où le taux de désabonnement des services postpayés est inférieur à 1 pour cent. Le taux de désabonnement mensuel combiné a diminué de 2 points de base pour se chiffrer à 1,23 pour cent, ce qui reflète une hausse de la proportion d'abonnés des services postpayés par rapport aux abonnés des services prépayés.
- Le nombre de nouveaux abonnés nets des services mobiles, soit 98 000, a augmenté de 20 000 par rapport à la même période de l'année précédente. Le nombre net de nouveaux abonnés des services postpayés, soit 121 000, a augmenté de 34 000 en raison du nombre supérieur d'ajouts bruts de nouveaux abonnés, ce qui témoigne du succès des offres promotionnelles et des activités de marketing axées sur les nouveaux abonnés des services postpayés de grande valeur et les nouveaux abonnés qui utilisent un téléphone intelligent, y compris notre réponse efficace aux offres audacieuses du temps des Fêtes. Les pertes nettes d'abonnés des services prépayés se sont élevées à 23 000 en raison de la concurrence accrue.
- Le BAIIA a augmenté de 110 millions de dollars, tandis que le BAIIA rajusté (715 millions de dollars) a augmenté de 36 millions de dollars ou 5 pour cent par rapport à l'année dernière, ce qui reflète la hausse des revenus tirés du réseau, partiellement atténuée par l'augmentation des frais liés à la vente d'équipement, des dépenses d'exploitation du réseau, des coûts administratifs et de la main-d'œuvre externe.
- Les dépenses en immobilisations du secteur mobile ont diminué de 6,4 pour cent par rapport à la même période de l'an dernier, car au quatrième trimestre de 2016, nous avons engagé des coûts pour améliorer le réseau d'accès radioélectrique en Ontario et au Québec, et la mise à niveau a été achevée au deuxième trimestre de 2017.

## Services filaires de TELUS

- Les revenus externes tirés des services filaires ont augmenté de 31 millions de dollars ou 2,1 pour cent pour atteindre 1,5 milliard de dollars. Cette croissance a été principalement générée par une hausse des revenus tirés des services de données, partiellement atténuée par le déclin soutenu des services vocaux traditionnels.
- Les revenus tirés de l'équipement et des services de données ont augmenté de 63 millions de dollars ou 6 pour cent, ce qui reflète la hausse des revenus tirés des services Internet et de données améliorées découlant d'une hausse constante du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et d'une augmentation des revenus par client, la croissance des revenus tirés des services d'impartition des processus d'affaires tenant compte des acquisitions récentes et des effets des opérations de change sur les activités étrangères, la hausse du chiffre d'affaires de TELUS Santé découlant d'une croissance organique attribuable à l'augmentation des revenus tirés des services professionnels et du soutien et aux acquisitions, ainsi qu'une hausse des revenus tirés de TELUS TV en raison de la croissance du nombre d'abonnés.
- Le nombre net de nouveaux abonnés du service Internet haute vitesse, soit 21 000 abonnés, a reculé de 3 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète un nombre inférieur d'ajouts bruts, malgré les efforts continus de déploiement de la fibre optique, partiellement compensé par la baisse du taux de désabonnement.
- Le nombre net de nouveaux abonnés aux services TELUS TV, soit 14 000 abonnés, a reculé de 2 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète un nombre inférieur d'ajouts bruts et une baisse du nombre d'abonnés des services de télévision par satellite découlant du ralentissement de la croissance des abonnés des services de télévision payés en raison de l'intensification de la concurrence, y compris celle des services par contournement, et d'un taux élevé de pénétration des services de télévision sur le marché. Ces facteurs ont été partiellement compensés par l'expansion soutenue des services adressables Internet haute vitesse et Télé OPTIK qui relie davantage d'entreprises et de résidences directement à la fibre optique et qui permet de regrouper ces services.
- Pour le trimestre, le nombre total de lignes résidentielles a baissé de 14 000 lignes, une amélioration de 8 000 lignes par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète nos initiatives Les clients d'abord et nos mesures de rétention. Il s'agit de notre meilleur résultat des 13 dernières années. Les pertes de lignes résidentielles continuent de souligner la tendance consistant à remplacer ces lignes par les services mobiles et Internet, ainsi que la concurrence accrue.
- Le BAIIA du secteur filaire a augmenté de 244 millions de dollars, tandis que le BAIIA rajusté a augmenté de 18 millions de dollars ou 4,3 pour cent par rapport à l'année dernière. Ce résultat reflète la croissance continue des marges des services de données, y compris les services Internet, les services de TELUS Santé et les services TELUS TV, ainsi que les économies de coûts découlant des programmes d'efficacité opérationnelle.
- Les dépenses en immobilisations du secteur filaire ont diminué de 7,2 pour cent par rapport à la même période de l'an dernier, car les achats de matériel pour TELUS TV comptabilisés au quatrième trimestre de 2016 étaient des achats devancés de 2017.

## Objectifs financiers consolidés de TELUS pour 2018

Les objectifs financiers consolidés de TELUS pour 2018 expriment une croissance soutenue des services de données du côté des services tant mobiles que filaires. La réalisation de cette croissance est assurée par nos investissements stratégiques dans les technologies à large bande évoluées et dans les réseaux de pointe, par une culture d'équipe axée sur l'excellence du service à la clientèle, et par l'importance accordée à l'efficacité opérationnelle. Les objectifs financiers de TELUS pour 2018 cadrent avec le programme pluriannuel de croissance du dividende de la Société annoncé à l'origine en mai 2011, en vertu duquel TELUS a augmenté son dividende à 14 reprises.

En 2018, TELUS prévoit maintenir une croissance positive du nombre d'abonnés dans ses principaux segments de croissance, y compris les services mobiles, Internet haute vitesse et TELUS TV. La hausse de la demande de services d'accès fiables et de services de données rapides devrait soutenir la croissance continue du nombre de clients. TELUS International et TELUS Santé devraient aussi contribuer à la croissance de TELUS en raison de leur croissance organique et de leurs acquisitions récentes.

	Objectifs pour 2018 <sup>(1)</sup>	Résultats de 2017	Croissance
<b>Résultats consolidés</b>			
Revenus	<b>De 13,835 à 14,100 G\$</b>	13,304 G\$	<b>De 4 à 6 %</b>
BAlIA rajusté <sup>(2)</sup>	<b>De 5,105 à 5,230 G\$</b>	4,891 G\$	<b>De 4 à 7 %</b>
Bénéfice par action de base	<b>De 2,53 à 2,68 \$</b>	2,46 \$	<b>De 3 à 9 %</b>
Dépenses en immobilisations <sup>(3)</sup>	<b>Environ 2,85 G\$</b>	3,094 G\$	-

- 1) Les objectifs pour 2018 ne tiennent pas compte des répercussions de certains faits nouveaux concernant les méthodes comptables, notamment IFRS 9 – Instruments financiers et IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Ils seront mis à jour en fonction des nouvelles normes comptables en mai 2018 lors de la publication des résultats du T1 de 2018.
- 2) Le BAlIA rajusté pour toutes les périodes exclut ce qui suit : les coûts de restructuration et les autres coûts, ainsi que les gains nets et la quote-part des bénéfices des coentreprises immobilières ou les pertes nettes et la quote-part des pertes des coentreprises immobilières. Le BAlIA rajusté de 2017 exclut le recouvrement net de MTS. En 2018, le total des coûts de restructuration et autres coûts devrait être d'environ 135 millions de dollars, par rapport à 139 millions de dollars en 2017.
- 3) Les objectifs et les résultats en matière de dépenses en immobilisations ne tiennent pas compte des dépenses pour les licences de spectre.

Pour 2018, TELUS vise une croissance annuelle de ses revenus consolidés entre 4 et 6 %, soutenue par une plus grande contribution des revenus tirés du réseau sans fil, qui reflète la croissance continue du nombre d'abonnés et des PMAA, associée à une augmentation des revenus tirés des services de transmission de données filaires, acquisitions incluses.

Le BAlIA rajusté consolidé devrait augmenter de 4 à 7 pour cent en raison de la croissance supérieure des revenus tirés du réseau mobile, de l'amélioration des marges sur les services de données mobiles et filaires, ainsi que des économies découlant de l'exécution continue des initiatives continues d'efficacité et de rentabilité. Les dépenses liées à l'acquisition et à la rétention des clients des services mobiles devraient rester élevées en raison de la demande soutenue de téléphones intelligents plus chers et de la concurrence accrue.

Le bénéfice par action (BPA) devrait augmenter de 3 à 9 pour cent, une augmentation provoquée essentiellement par la croissance du BAlIA, lui-même partiellement contrebalancé par une dépréciation et un amortissement plus élevés qui reflètent nos investissements considérables des dernières années, dont ceux dans nos réseaux à large bande et ceux découlant des acquisitions d'entreprises, ainsi que des coûts d'intérêt plus élevé, notamment du côté des régimes de retraite.

Les dépenses en immobilisations consolidées pour 2018, à l'exclusion de l'achat de licences de spectre, devraient frôler les 2,85 milliards de dollars. En 2018, nous prévoyons continuer de relier des domiciles et des entreprises directement à notre réseau à fibre optique afin de répondre à la croissance continue du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, et d'accroître les vitesses du service Internet à large bande. De plus, les investissements dans la fibre optique continueront de soutenir notre stratégie de mise en œuvre de petites cellules visant à élargir notre couverture et à préparer une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G. Nous prévoyons continuer d'investir dans l'expansion et l'amélioration de notre réseau 4G LTE, ainsi que dans la résilience et la fiabilité des réseaux et des systèmes afin d'appuyer nos initiatives Les clients d'abord et de préparer les réseaux et les systèmes en vue du retrait à venir des actifs vieillissants.

Le montant des versements d'impôt de TELUS pour l'ensemble de l'année devrait être d'environ 170 à 230 millions de dollars, ce qui est comparable au résultat de 191 millions de dollars en 2017.

La description précédente concernant les objectifs financiers de TELUS pour 2018 contient de l'information prospective visée par la mise en garde concernant les énoncés prospectifs se trouvant au début du rapport de gestion du quatrième trimestre de 2017 et dans le rapport de gestion de l'année 2017 déposé sur SEDAR à la date des présentes, plus précisément à la rubrique 10 intitulée « Risques et gestion des risques », laquelle est intégrée par renvoi aux présentes. Elle est fondée sur les attentes et les hypothèses

de la direction qui sont énoncées à la rubrique 1.7 intitulée « Objectifs financiers et opérationnels pour 2018 » du rapport de gestion du quatrième trimestre de 2017.

### **Déclaration de dividende**

Le conseil d'administration de TELUS a déclaré un dividende trimestriel de 0,5050 \$CA par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Ce dividende sera versé le 2 avril 2018 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 9 mars 2018.

### **Faits saillants de la Société**

TELUS apporte une contribution et des investissements importants dans les collectivités où vivent et travaillent les membres de l'équipe, et dans l'économie canadienne, au nom des clients, des actionnaires et des membres de l'équipe. Par exemple :

- En payant, recueillant et versant un total d'environ 1,9 milliard de dollars en taxes et impôts en 2017 au profit des administrations publiques fédérale, provinciales et municipales au Canada. Ce montant est constitué d'impôts sur le bénéfice des sociétés, de taxes de vente, d'impôts fonciers, de la part de l'employeur des cotisations sociales et de divers droits réglementaires. Depuis 2000, nous avons versé environ 23 milliards de dollars en taxes et impôts.
- En déboursant plus de 50 millions de dollars en frais de renouvellement du spectre au ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique en 2017. Depuis 2000, nos remises visant les taxes et le spectre versées aux administrations publiques fédérale, provinciales et municipales au Canada ont totalisé environ 27 milliards de dollars.
- En investissant environ 3,1 milliards de dollars en dépenses en immobilisations principalement dans les collectivités partout au Canada en 2017, et 34 milliards de dollars depuis 2000.
- En dépensant 8 milliards de dollars dans les activités d'exploitation en 2017, notamment par l'achat de biens et de services au coût de 5,7 milliards de dollars. Depuis 2000, nous avons dépensé respectivement 107 milliards de dollars et 71 milliards de dollars dans ces secteurs.
- En versant aux membres de l'équipe des salaires totalisant 2,7 milliards de dollars en 2017, dont 135 millions de dollars en cotisations sociales. Depuis 2000, TELUS a versé un total de 42 milliards de dollars en salaires aux membres de l'équipe.
- En versant plus de 1,1 milliard de dollars en dividendes aux actionnaires particuliers, aux détenteurs de fonds communs de placement, aux retraités et aux investisseurs institutionnels en 2017. En distribuant plus de 15 milliards de dollars aux actionnaires au moyen de nos programmes de dividendes et de rachats d'actions depuis 2004, dont 9,9 milliards de dollars en dividendes et 5,2 milliards de dollars en rachats d'actions, représentant plus de 25 \$ par action.

### **À propos de TELUS**

TELUS (TSX : T, NYSE : TU) est la société de télécommunication nationale connaissant la croissance la plus rapide au Canada, grâce à des revenus annuels de 13,3 milliards de dollars et à 13 millions de connexions clients, dont 8,9 millions d'abonnés des services mobiles, 1,7 million d'abonnés des services Internet haute vitesse, 1,3 million de lignes d'accès au réseau résidentiel et 1,1 million d'abonnés des services TELUS TV. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP et des services de télévision, de vidéo et de divertissement. TELUS est aussi le fournisseur informatique du domaine des soins de santé le plus important au Canada, et sa filiale TELUS International offre des solutions d'affaires à l'échelle mondiale.

Fidèles à leur philosophie communautaire « Nous donnons où nous vivons », TELUS et les membres de son équipe, actuels et retraités, ont versé plus de 525 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert plus de 8,7 millions d'heures de bénévolat au service des communautés locales depuis 2000. Créés en 2005 par Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, les 13 comités d'investissement communautaire de TELUS au Canada et ses 5 comités à l'étranger dirigent les actions de soutien aux organismes de bienfaisance locaux. Ils ont remis au-delà de 67 millions de dollars en appui à 6 283 projets locaux contribuant à enrichir la vie de plus de 2 millions d'enfants et de jeunes chaque année. TELUS a eu l'insigne honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable du monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site [telus.com](http://telus.com).

**Relations médiatiques**

Richard Gilhooley

778-868-0235

[richard.gilhooley@telus.com](mailto:richard.gilhooley@telus.com)**Relations avec les investisseurs**

Darrell Rae

604-695-4314

[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)**Accès à l'information sur les résultats trimestriels**

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la webdiffusion à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires à [telus.com/investisseurs](http://telus.com/investisseurs).

La conférence téléphonique de TELUS sur les résultats du quatrième trimestre de 2017 est fixée au **jeudi 8 février 2018 à 12 h, HE (9 h, HP)** et comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à [telus.com/investisseurs](http://telus.com/investisseurs). Un enregistrement sera accessible du 8 février au 15 mars 2018 au 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1227383# et le code d'accès 77377#. La webdiffusion sera également archivée à [telus.com/investisseurs](http://telus.com/investisseurs), et la transcription sera affichée sur le site web après quelques jours ouvrables.



# **TELUS CORPORATION**

**Analyse par la direction des activités d'exploitation**

**Quatrième trimestre de 2017**

## Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements prévus ainsi que sur la performance financière et le rendement opérationnel de TELUS Corporation. Les termes *TELUS*, *la société*, *nous*, *notre*, *nos*, *nôtre* et *nous-mêmes* se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales.

Les énoncés prospectifs incluent tous les énoncés qui ne renvoient pas à des faits historiques. Ils comprennent, sans s'y limiter, des énoncés concernant nos objectifs et nos stratégies aux fins de l'atteinte de ces objectifs, nos cibles (y compris nos objectifs annuels pour 2018 décrits à la *rubrique 1.7* du présent document), des perspectives, des mises à jour et notre programme pluriannuel de croissance du dividende. Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *prévoir*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs.

Par leur nature, les énoncés prospectifs sont assujettis à des risques et des incertitudes intrinsèques et ils se fondent sur des hypothèses, incluant des hypothèses concernant la conjoncture économique future et les plans d'action. Les hypothèses sur lesquelles nos objectifs annuels pour 2018 se fondent sont présentées à la *rubrique 1.7* du présent document. Ces hypothèses pourraient, en fin de compte, se révéler inexactes; en conséquence, nos résultats ou les événements réels pourraient différer considérablement des attentes mentionnées, de façon expresse ou implicite, dans les énoncés prospectifs.

Les risques et les incertitudes susceptibles de faire en sorte que le rendement ou les événements réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs formulés dans le présent document et dans les autres documents déposés par TELUS comprennent, sans s'y limiter :

- La concurrence, y compris notre capacité à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée, incluant le déploiement et l'exploitation de réseaux mobiles et filaires qui ne cessent d'évoluer; la capacité des concurrents au sein de l'industrie à lancer avec succès leurs plateformes respectives et à conjuguer des services voix sur IP (« VoIP ») locaux résidentiels, des services interurbains, des services d'accès à Internet haute vitesse et, dans certains cas, des services mobiles moyennant un seul tarif mensuel groupé ou réduit, avec leurs services de télédiffusion ou leurs services de télévision par satellite existants; le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux et les systèmes de soutien comme les services Internet des objets (« IdO ») en ce qui a trait aux appareils connectés à Internet; l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications offrant des services mobiles et filaires, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement qui, entre autres choses, crée des pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») actuels et futurs, sur les frais d'acquisition et de fidélisation et sur les taux de désabonnement liés à tous les services, comme le font les habitudes d'utilisation des clients, la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits liés aux services de transmission de la voix et de données et la disponibilité des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les fusions et les acquisitions de concurrents au sein de l'industrie; les pressions sur les PMAA et les taux de désabonnement liés au service Internet haute vitesse et au service de télévision découlant des conditions du marché, des mesures prises par le gouvernement et des habitudes d'utilisation des clients; les pertes de lignes résidentielles et de lignes d'affaires d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et les volumes de fidélisation des abonnés aux services mobiles, aux services de télévision et au service Internet haute vitesse ainsi que les coûts connexes; ainsi que notre capacité d'obtenir et d'offrir du contenu en temps opportun au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels découlant de l'incidence des applications de services par contournement et du remplacement des services mobiles; le recul général du marché en ce qui concerne les services de télévision payés, notamment en raison du piratage de contenu et du vol de signaux, ainsi qu'en raison de la prestation accrue aux consommateurs de services vidéo directs par contournement et de l'accroissement des plateformes de distribution de programmation vidéo multichaînes virtuelle; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse potentielle des PMAA tirés des services mobiles, en raison notamment du remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement; le remplacement par les services Wi-Fi de plus en plus accessibles; ainsi que les technologies perturbatrices, notamment les services par contournement IP, tels que le Réseau intelligent dans le marché des affaires, qui pourraient supplanter nos services de transmission de données existants ou donner lieu à une retarification de ces services.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui pourrait mettre à l'épreuve la capacité des réseaux mobiles et la capacité spectrale dans l'avenir et pourrait entraîner une hausse des coûts liés à la prestation de ces services; notre recours à la technologie de l'information et notre besoin de rationaliser nos systèmes existants; les options au chapitre de la technologie, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre des plateformes de distribution vidéo et des réseaux de télécommunications (y compris les initiatives liées aux réseaux à large bande, telles que le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné [« FTTP »] et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles, la technologie mobile 5G et la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande); notre recours à des ententes de partage de réseau mobile, ce qui a facilité le déploiement de nos technologies mobiles; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits, ce qui pourrait avoir une incidence sur la réussite de la mise à niveau et de l'évolution de la technologie que nous offrons; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'équipement pour réseaux, de services TELUS TV<sup>MD</sup> et d'appareils mobiles;

le rendement de la technologie mobile; notre besoin prévu à long terme d'acquérir du spectre additionnel dans le cadre des

futures enchères de spectre et auprès de tiers afin de composer avec la demande croissante visant les services de transmission de données; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux filaires à large bande à un coût raisonnable et d'une disponibilité raisonnable, ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux; la fiabilité du réseau et la gestion des changements; les outils d'auto-apprentissage et l'automatisation, qui pourraient modifier notre façon d'interagir avec les clients; et les incertitudes à l'égard de notre stratégie visant à remplacer certains réseaux, systèmes et services filaires existants afin de réduire les coûts d'exploitation.

- Le niveau des dépenses d'investissement et les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre ou auprès de tiers, en raison de nos initiatives liées aux services à large bande, y compris le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques; de notre déploiement continu de plus récentes technologies mobiles, y compris la technologie des petites cellules pour les services mobiles, afin d'améliorer la couverture et la capacité et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers les services mobiles 5G; de l'utilisation du spectre acquis; des investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau; de la demande des abonnés visant les services de transmission de données; des systèmes et des processus d'affaires en pleine évolution; de la mise en œuvre d'initiatives en matière d'efficacité; du soutien relatif aux contrats d'envergure et complexes; ainsi que des futures enchères de spectre pour les services sans fil que doit tenir Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »). Si nous n'atteignons pas nos objectifs au chapitre des résultats d'exploitation et des résultats financiers, cela pourrait influencer sur les niveaux de nos dépenses d'investissement.
- Les décisions réglementaires et les changements à la réglementation, y compris les interventions possibles du gouvernement afin d'accroître davantage la concurrence pour les services mobiles; l'examen des services mobiles de gros du CRTC, dans le cadre duquel il a été déterminé que le CRTC réglementera les tarifs d'itinérance liés aux services de gros basés sur la technologie GSM au Canada ainsi que l'établissement de ces tarifs facturés aux fournisseurs de services mobiles; l'ordonnance en vertu de laquelle le gouverneur en conseil a demandé au CRTC de réexaminer la décision de télécom, de manière à déterminer si les réseaux Wi-Fi devraient être considérés comme un réseau de rattachement dans le cas des fournisseurs de services mobiles qui cherchent à obtenir des services d'itinérance obligatoire; les futures enchères de spectre et décisions de politique concernant le spectre, notamment l'annonce récente de la réattribution du spectre dans la bande de fréquence de 600 MHz (y compris les limites visant les fournisseurs de services sans fil établis, le spectre proposé et réservé favorisant certaines entreprises de télécommunications et les autres avantages dont bénéficient les nouveaux participants et les participants étrangers ainsi que la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre); les restrictions concernant l'acquisition, la vente et le transfert de licences de spectre; l'incidence de l'examen des services filaires de gros effectué par le CRTC, l'examen officiel des tarifs d'accès FTTP pour les services de gros n'ayant pas encore débuté pour TELUS; les différends avec certaines municipalités concernant les règlements municipaux visant les droits de passage; d'autres menaces possibles visant l'autorité de réglementation fédérale unitaire en matière de télécommunications, y compris les lois provinciales visant les services mobiles; l'incidence possible de la décision du CRTC d'exiger des remboursements au prorata lorsque les clients annulent les services; le retrait progressif proposé par le CRTC relativement au régime de subvention du service local et la mise en place correspondante d'un régime de financement de la large bande afin de prendre en charge l'amélioration des services Internet haute vitesse, principalement dans les régions mal desservies au Canada; l'incidence de l'examen du nouveau cadre stratégique du Canada créatif annoncé par la ministre du Patrimoine le 28 septembre 2017; la consultation et le rapport du CRTC concernant les modèles qui assureront à l'avenir la distribution; l'intégration verticale de l'industrie de la radiodiffusion ayant fait en sorte que des concurrents sont propriétaires de services de contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires connexes; l'examen de la *Loi sur le droit d'auteur* qui doit débiter au début de 2018; l'intention du gouvernement fédéral de procéder à un examen de la *Loi sur la radiodiffusion* et de la *Loi sur les télécommunications* annoncée dans le budget fédéral du 22 mars 2017; les demandes de TELUS visant le renouvellement de ses licences de distribution de radiodiffusion; la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain; les restrictions concernant la propriété, et le contrôle d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens et la surveillance continue et la conformité à ces restrictions.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans une industrie hautement concurrentielle et le niveau de participation des employés.
- Les risques liés à la performance opérationnelle et aux regroupements d'entreprises, y compris notre dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales au moment opportun; notre capacité à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l'intégration des activités (comme notre capacité à faire en sorte que l'intégration de ces acquisitions, les dessaisissements ou l'établissement de partenariats soient fructueux et effectués au moment opportun, et à concrétiser les avantages stratégiques prévus, notamment ceux liés à la conformité aux ordonnances réglementaires); la mise en œuvre d'ententes complexes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles, les limites des systèmes et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; notre capacité à gérer avec succès nos activités à l'étranger; les atteintes à la sécurité de l'information et à la vie privée, y compris la perte ou le vol de données; les menaces intentionnelles concernant notre infrastructure et nos activités; ainsi que les risques liés aux activités de réaménagement des coentreprises immobilières.
- Les événements touchant la continuité des activités, y compris notre capacité à maintenir notre service à la clientèle et à exploiter nos réseaux en cas d'erreurs humaines ou de menaces liées aux interventions humaines, telles que les cyberattaques et les pannes d'équipement susceptibles d'entraîner diverses interruptions du réseau; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles; les épidémies; les pandémies; l'instabilité politique dans certains pays; ainsi que l'exhaustivité et l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.

- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s'assurant que ces initiatives n'aient pas d'incidence négative sur les activités commerciales. Les exemples de ces initiatives comprennent notre programme d'efficience et d'efficacité opérationnelles visant à soutenir une amélioration des résultats financiers, y compris les avantages futurs de l'initiative de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis; l'intégration des activités; la simplification des produits à l'intention des entreprises clientes; l'impartition des processus d'affaires; les activités de délocalisation et de réorganisation, y compris tous programmes de réduction du nombre d'employés équivalents temps plein (« ETP »); les initiatives d'approvisionnement; ainsi que la rationalisation de biens immobiliers. Nous continuerons d'évaluer et de mettre en œuvre d'autres initiatives d'efficience et d'efficacité au chapitre des produits et des coûts.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris notre capacité d'effectuer des financements et de maintenir des notations du crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+, ou des notations équivalentes.
- La capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende jusqu'en 2019. Ce programme pourrait être touché par des facteurs comme l'environnement concurrentiel, la performance économique au Canada, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, le niveau de nos dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre, les acquisitions, la gestion de notre structure du capital, ainsi que les décisions et les faits nouveaux en matière de réglementation. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration (le « conseil ») en fonction de la situation financière et des perspectives de la société. Nous pouvons racheter des actions en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au moment souhaité et si nous estimons que cela représente une bonne occasion, en fonction de la situation financière et des perspectives de la société, et du cours des actions de TELUS sur le marché. Il n'existe aucune certitude que notre programme de croissance du dividende ou toute offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront maintenus jusqu'en 2019 ni qu'ils ne feront pas l'objet de modifications ou seront menés à terme d'ici 2019.
- Les questions fiscales, y compris les interprétations de lois fiscales complexes au pays et à l'étranger par les administrations fiscales qui pourraient différer de nos interprétations; le moment auquel sont comptabilisés les produits ainsi que les déductions telles que l'amortissement aux fins de l'impôt et les charges d'exploitation; les modifications apportées aux lois fiscales, y compris les taux d'imposition; le fait que les charges d'impôt varient considérablement des montants prévus, y compris l'assujettissement à l'impôt du bénéfice et la déductibilité des attributs fiscaux; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; ainsi que l'adoption de procédures de vérification plus rigoureuses par les administrations fiscales, par exemple, des redressements ou des décisions défavorables des tribunaux ayant une incidence sur l'impôt que nous sommes tenus de payer.
- Les litiges et les questions d'ordre juridique, y compris notre capacité à donner suite avec succès aux enquêtes et aux instances réglementaires; notre capacité à bien assurer notre défense dans le cadre des réclamations et des poursuites actuelles et possibles, y compris les réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et les recours collectifs fondés sur des réclamations faites par des consommateurs, des infractions aux données personnelles, à la vie privée et à la sécurité, ainsi que la responsabilité sur le marché secondaire; de même que le caractère complexe que revêt la conformité aux lois au pays et à l'étranger, y compris le respect des lois anticorruption et des lois concernant les pratiques de corruption à l'étranger.
- La santé, la sécurité et l'environnement, y compris le temps de travail perdu découlant d'une maladie ou d'une blessure; les préoccupations du public relatives aux émissions de radiofréquences; les questions d'ordre environnemental qui touchent nos activités, incluant les changements climatiques, les déchets et le recyclage des déchets; les risques liés aux systèmes d'alimentation au carburant dans nos immeubles; et les attentes en constante évolution du gouvernement et du public pour ce qui est des questions environnementales et de nos réponses.
- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la situation économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique et d'autres faits nouveaux à l'étranger, y compris l'issue possible de politiques et de mesures encore inconnues à ce jour pouvant être adoptées par des gouvernements étrangers; les taux d'intérêt futurs; l'inflation; les taux de chômage; l'incidence des fluctuations des prix du pétrole; l'incidence des faibles dépenses des entreprises (notamment une réduction des investissements et de la structure de coûts); le rendement et la capitalisation des régimes de retraite de même que les taux d'actualisation; ainsi que les taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Ces risques sont décrits plus en détail à la rubrique 9, « *Tendances générales, perspectives et hypothèses* », et à la rubrique 10, « *Risques et gestion des risques* », de notre rapport de gestion annuel 2017, qui sera déposé en même temps que le présent document. Cette description est intégrée par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs et ne vise pas à constituer une liste exhaustive des risques susceptibles d'avoir une incidence sur la société.

Un grand nombre de ces facteurs sont indépendants de notre volonté ou de nos attentes ou de nos connaissances actuelles. D'autres risques et incertitudes dont nous n'avons actuellement pas connaissance ou que nous considérons comme non significatifs à l'heure actuelle pourraient également avoir une incidence défavorable significative sur notre situation financière, notre performance financière, nos flux de trésorerie, nos activités ou notre réputation. Sauf indication contraire dans le présent document, les énoncés prospectifs formulés dans ce document ne reflètent pas l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des fusions, acquisitions, cessions ou autres regroupements d'entreprises ou transactions qui pourraient être annoncés ou qui pourraient survenir après la date du présent document.

Les lecteurs sont mis en garde de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs formulés dans le présent document décrivent nos attentes; ils se fondent sur nos hypothèses à la date du présent document et ils pourraient être modifiés après cette date. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs.

Tous les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont assujettis à la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

## Analyse par la direction des activités d'exploitation

Le 8 février 2018

### Table des matières

Rubrique	Description
1. Analyse des résultats d'exploitation	1.1 Préparation de l'analyse par la direction des activités d'exploitation 1.2 Résultats d'exploitation consolidés 1.3 Secteur des services mobiles 1.4 Secteur des services filaires 1.5 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et tendances 1.6 Fiche d'évaluation des résultats (mesures clés du rendement) 1.7 Objectifs financiers et opérationnels pour 2018
2. Analyse des résultats concernant les flux de trésorerie	2.1 Aperçu des résultats concernant les flux de trésorerie 2.2 Entrées liées aux activités d'exploitation 2.3 Sorties liées aux activités d'investissement 2.4 (Sorties) entrées liées aux activités de financement
3. Définitions et rapprochements	3.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières 3.2 Indicateurs opérationnels

### 1. Analyse des résultats d'exploitation

La présente rubrique comporte des énoncés prospectifs, y compris ceux concernant la croissance des produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA »), les mises en service d'abonnés des services mobiles et les frais de fidélisation, la croissance du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse et les futures tendances. Il n'existe aucune certitude que nous avons identifié les tendances avec exactitude en nous fondant sur les résultats antérieurs, ni que ces tendances se poursuivront. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de la présente analyse par la direction des activités d'exploitation.

#### 1.1 Préparation de l'analyse par la direction des activités d'exploitation

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de notre situation financière et de notre performance financière consolidées pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2017, qui doit être lue conjointement avec l'information financière résumée ci-jointe. Nos secteurs à présenter au 31 décembre 2017 sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (notre principal décideur opérationnel).

Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). L'utilisation du terme IFRS dans la présente analyse par la direction des activités d'exploitation fait référence à ces normes. Dans notre analyse, nous utilisons également certaines mesures financières non définies par les PCGR pour évaluer notre rendement, pour surveiller le respect des clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Ces mesures sont définies clairement et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables à la *rubrique 3.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières »*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements supplémentaires concernant la société, y compris notre notice annuelle et d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation semblables au Canada, sont disponibles sur le site SEDAR ([sedar.com](http://sedar.com)). Les documents que nous déposons auprès de la Securities and Exchange Commission aux États-Unis, y compris le formulaire 40-F, sont disponibles sur le site EDGAR ([sec.gov](http://sec.gov)).

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Le présent document a été revu par notre comité d'audit, et notre conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé sa publication le 8 février 2018.

Sauf indication contraire, les résultats du quatrième trimestre (période de trois mois close le 31 décembre 2017) et de l'exercice complet 2017 présentés dans la présente analyse par la direction des activités d'exploitation sont comparés aux résultats correspondants du quatrième trimestre de 2016 (période de trois mois close le 31 décembre 2016) et de l'exercice complet 2016.

## 1.2 Résultats d'exploitation consolidés

L'analyse qui suit porte sur notre performance financière consolidée. Une analyse sectorielle est présentée à la rubrique 1.3, « Secteur des services mobiles », à la rubrique 1.4, « Secteur des services filaires », et à la rubrique 2.3, « Sorties liées aux activités d'investissement ».

### Faits saillants – données consolidées

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
<b>Comptes consolidés de résultat</b>						
Produits d'exploitation	3 467	3 305	4,9 %	13 304	12 799	3,9 %
Charges d'exploitation	2 908	3 069	(5,2) %	10 699	10 617	0,8 %
Bénéfice d'exploitation	559	236	136,9 %	2 605	2 182	19,4 %
Coûts de financement	144	134	7,5 %	573	520	10,2 %
Bénéfice avant impôt	415	102	n.s.	2 032	1 662	22,3 %
Impôt sur le résultat	133	15	n.s.	553	426	29,8 %
Bénéfice net	282	87	n.s.	1 479	1 236	19,7 %
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	281	81	n.s.	1 460	1 223	19,4 %
Bénéfice par action (BPA) (en dollars)						
BPA de base	0,47	0,14	n.s.	2,46	2,06	19,4 %
BPA de base ajusté <sup>1</sup>	0,55	0,53	3,8 %	2,63	2,58	1,9 %
BPA dilué	0,47	0,14	n.s.	2,46	2,06	19,4 %
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars)	0,5050	0,48	5,2 %	1,97	1,84	7,1 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de base (en millions)	595	591	0,6 %	593	592	0,1 %
<b>Autres faits saillants</b>						
Nombre de connexions d'abonnés <sup>2</sup> (en milliers)				13 050	12 673	3,0 %
BAlIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) <sup>1</sup>	1 123	769	45,9 %	4 774	4 229	12,9 %
Coûts de restructuration et autres coûts <sup>3</sup>	60	348	(82,8) %	139	479	(71,0) %
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	1 183	1 117	5,9 %	4 913	4 708	4,4 %
BAlIA ajusté <sup>4</sup>	1 164	1 110	4,7 %	4 891	4 667	4,8 %
Marge du BAlIA ajusté <sup>5</sup> (en %)	33,8	33,7	0,1 pt	36,8	36,6	0,2 pt
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	274	(191)	n.s.	966	141	n.s.

Abréviations utilisées dans l'analyse par la direction des activités d'exploitation : n.s. – non significatif; pts – points de pourcentage

- Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières. Se reporter à la rubrique 3.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».
- Le total du nombre d'appareils d'abonnés actifs aux services mobiles, de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2017 relatifs au nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV ont été majorés d'un montant net de 1 000, de 6 000 et de 5 000, respectivement, et ne sont pas pris en compte dans les mesures relatives aux ajouts nets d'abonnés présentées à la rubrique 1.4, « Secteur des services filaires ». Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> avril 2017, le nombre d'abonnés des services postpayés, le total des abonnés et les statistiques opérationnelles connexes (ajouts bruts, ajouts nets, produits mensuels moyens par appareil d'abonné [« PMAA »] et taux de désabonnement) ont été ajustés de manière à tenir compte de la migration estimative de 85 000 abonnés de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS ») aux fins du calcul des soldes d'ouverture relatifs au nombre d'abonnés. Par la suite, soit le 1<sup>er</sup> octobre 2017, le total du nombre d'abonnés et les statistiques opérationnelles connexes ont été ajustés de manière à réduire le nombre estimatif de migrations d'abonnés de MTS de 11 000 pour le ramener à 74 000 (l'incidence de cette réduction est décrite ci-dessous dans la présente rubrique). Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient également compte d'un ajustement au 1<sup>er</sup> avril 2017 effectué de manière à supprimer du nombre d'abonnés environ 19 000 abonnés des services prépayés et 25 000 abonnés des services postpayés, respectivement, principalement en raison de la fin de l'exploitation de notre réseau AMRC à l'échelle nationale.
- Au quatrième trimestre de 2016, nous avons comptabilisé dans les autres coûts une charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis (« rémunération remaniée ») de 305 millions de dollars.
- Le BAlIA ajusté pour toutes les périodes exclut ce qui suit : les coûts de restructuration et autres coûts, ainsi que des profits nets et un bénéfice lié à la participation ou des pertes nettes et des pertes liées à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières. Le BAlIA ajusté pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2017 exclut le recouvrement net lié à MTS (tel qu'il est défini ci-après dans la présente rubrique). Le BAlIA ajusté pour l'exercice complet 2016 exclut un profit de 15 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre de 2016, qui découle de l'échange de licences de spectre pour les services sans fil. (Se reporter à la rubrique 3.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières », pour des renseignements concernant le BAlIA ajusté et les coûts de restructuration et autres coûts.)
- La marge du BAlIA ajusté correspond au BAlIA ajusté divisé par les produits d'exploitation. Le calcul des produits d'exploitation exclut les profits nets et le bénéfice lié à la participation ou les pertes nettes et les pertes liées à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016, ainsi que le recouvrement net lié à MTS (tel qu'il est défini ci-après dans la présente rubrique).

**Produits d'exploitation**

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Services	3 186	3 079	3,5 %	12 478	12 000	4,0 %
Équipement	217	209	3,8 %	724	725	(0,1) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 403	3 288	3,5 %	13 202	12 725	3,7 %
Autres produits d'exploitation	64	17	n.s.	102	74	37,8 %
	<b>3 467</b>	<b>3 305</b>	<b>4,9 %</b>	<b>13 304</b>	<b>12 799</b>	<b>3,9 %</b>

Les **produits d'exploitation consolidés** se sont accrus de 162 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 505 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017.

- Les **produits tirés des services** ont augmenté de 107 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 478 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, ce qui reflète principalement la croissance des produits tirés du réseau mobile et des produits tirés des services filaires de transmission de données, facteur neutralisé en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix. Les produits tirés des services de réseau mobile reflètent la croissance des PMAA combinés et du nombre d'abonnés aux services mobiles et, dans une moindre mesure, les produits liés aux abonnés des services postpayés de MTS acquis dans le cadre de l'acquisition de MTS. Les produits tirés des services filaires de transmission de données reflètent l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés, la croissance des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, compte tenu des acquisitions récentes et de l'incidence des taux de change sur les établissements à l'étranger, ainsi que l'augmentation des produits tirés des services TELUS Santé et TELUS TV. La hausse des produits tirés du service TELUS Santé est attribuable à une croissance interne découlant des produits tirés des services professionnels et des services de soutien additionnels, ainsi qu'aux acquisitions. Les produits tirés des services Internet et des services de télévision se sont accrus en raison de la croissance du nombre d'abonnés, ainsi que de la hausse des produits par client tirés des services Internet.
- Les **produits tirés de l'équipement** se sont accrus de 8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, résultat qui reflète principalement la hausse des ajouts bruts d'abonnés aux services postpayés et l'augmentation des soldes au titre des paiements effectués par les abonnés relativement aux appareils. Pour l'exercice complet 2017, les produits tirés de l'équipement sont demeurés relativement inchangés.
- Les **autres produits d'exploitation** ont augmenté de 47 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 28 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison essentiellement de l'augmentation des profits nets au cours de la période considérée, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre de 2017, nous avons comptabilisé un recouvrement avant impôt de 26 millions de dollars au titre d'une contrepartie éventuelle versée, lequel reflète l'estimation révisée du nombre d'abonnés de MTS admissibles acquis (le « recouvrement au titre de la contrepartie éventuelle lié à MTS ») de 74 000, notre estimation initiale ayant été réduite de 11 000. Outre cet élément, la variation des autres produits d'exploitation comprend la comptabilisation d'un profit à la vente d'une entreprise de services-conseils en sécurité au quatrième trimestre de 2017. La tranche résiduelle a trait à d'autres profits nets, facteur neutralisé par la diminution de l'aide publique, par la non-récurrence des profits liés à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisés en 2016, et par la baisse des profits découlant de la coentreprise immobilière.

**Charges d'exploitation**

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Achat de biens et services	1 658	1 574	5,3 %	5 935	5 631	5,4 %
Charge au titre des avantages du personnel	686	962	(28,7) %	2 595	2 939	(11,7) %
Amortissement des immobilisations corporelles	414	406	2,0 %	1 617	1 564	3,4 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	150	127	18,1 %	552	483	14,3 %
	<b>2 908</b>	<b>3 069</b>	<b>(5,2) %</b>	<b>10 699</b>	<b>10 617</b>	<b>0,8 %</b>

Les charges d'exploitation consolidées ont diminué de 161 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et ont augmenté de 82 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017. Ces variations tiennent compte de l'incidence de la charge de rémunération remaniée de 305 millions de dollars comptabilisée au quatrième trimestre de 2016.



- L'achat de biens et services** a augmenté de 84 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 304 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, ce qui reflète la hausse des coûts associés à l'accroissement du nombre brut de mises en service d'abonnés des services mobiles, l'augmentation des coûts des appareils, l'accroissement des coûts liés aux services d'itinérance, l'augmentation des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre, incluant les coûts liés à la migration des abonnés de MTS acquis et à la prestation de services à ces abonnés, la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre externe afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, la hausse des frais de publicité et de promotion, la hausse des coûts liés au contenu télé, ainsi que la hausse des coûts liés au service à la clientèle fourni aux abonnés de MTS acquis dans le cadre de la migration.
- La charge au titre des avantages du personnel** a diminué de 276 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 344 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison de la non-réurrence des coûts de restructuration et autres coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés en 2016 et des avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats liés à la rémunération remaniée, qui se traduisent par une amélioration de l'efficacité opérationnelle et continuent de soutenir nos efforts axés sur le service à la clientèle. En excluant la charge de rémunération remaniée, la charge au titre des avantages du personnel a augmenté de 29 millions de dollars au quatrième trimestre et a diminué de 39 millions de dollars au cours de l'exercice complet. L'augmentation au cours du trimestre a découlé en grande partie de l'accroissement du nombre d'employés de TELUS International (Cda) Inc. (« TELUS International »), compte tenu des acquisitions, afin de prendre en charge la croissance des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, facteur neutralisé en partie par la diminution des coûts de restructuration et autres coûts liés au personnel. La diminution au cours de l'exercice complet est principalement attribuable à la réduction des coûts de restructuration et autres coûts liés au personnel, à la concrétisation d'avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats liés à la rémunération remaniée, à la baisse des coûts liés au programme de rémunération et d'avantages du personnel découlant de la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein au pays, compte non tenu des acquisitions et de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation du nombre d'employés et de la rémunération connexe découlant des acquisitions, afin de prendre en charge la croissance des produits tirés de TELUS Santé et des services d'impartition des processus d'affaires dont il est fait mention ci-dessus.
- L'amortissement des immobilisations corporelles** a augmenté de 8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 53 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, ce qui est imputable à l'accroissement des dépenses liées aux immobilisations, y compris celles découlant de notre investissement relatif au déploiement de notre réseau à fibres optiques et des acquisitions d'entreprises, ainsi qu'à l'incidence de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.
- L'amortissement des immobilisations incorporelles** a augmenté de 23 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 69 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, ce qui reflète la croissance des dépenses liées aux immobilisations incorporelles, y compris celles découlant des acquisitions d'entreprises.

**Bénéfice d'exploitation**

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BAlIA du secteur des services mobiles (se reporter à la rubrique 1.3, « Secteur des services mobiles »)	708	598	18,0 %	3 099	2 906	6,6 %
BAlIA du secteur des services filaires (se reporter à la rubrique 1.4, « Secteur des services filaires »)	415	171	142,7 %	1 675	1 323	26,6 %
BAlIA	1 123	769	45,9 %	4 774	4 229	12,9 %
Dotation aux amortissements (se reporter à l'analyse ci-dessus)	(564)	(533)	5,8 %	(2 169)	(2 047)	6,0 %
	559	236	136,9 %	2 605	2 182	19,4 %

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 323 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 423 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017. Le BAlIA s'est accru de 354 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 545 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017. Ces augmentations reflètent la croissance des produits tirés des services de réseau mobile stimulée par l'augmentation des PMAA et du nombre d'abonnés, ainsi que la croissance des marges liées aux services de transmission de données, facteurs en partie contrebalancés par l'augmentation de l'amortissement découlant des dépenses d'investissements relatives au déploiement de notre réseau à fibres optiques. En excluant l'incidence de la charge de rémunération remaniée de 305 millions de dollars comptabilisée au quatrième trimestre de 2016, le bénéfice d'exploitation s'est accru de

18 millions de dollars, ou 3,3 %, au quatrième trimestre et de 118 millions de dollars, ou 4,7 %, au cours de l'exercice complet, et le BAIIA a augmenté de 240 millions de dollars, ou 5,3 %. Une analyse du BAIIA consolidé et du BAIIA ajusté est présentée à la section « *Autres faits saillants de l'exploitation* » ci-après.

#### Coûts de financement

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Montant brut des charges d'intérêts	149	142	4,9 %	579	554	4,5 %
Intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif	—	(12)	n.s.	—	(52)	n.s.
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	2	3	(33,3) %	6	6	— %
Produits d'intérêts	(5)	(2)	150,0 %	(7)	(3)	133,3 %
(Profits) pertes de change	(2)	3	n.s.	(5)	15	(133,3) %
	144	134	7,5 %	573	520	10,2 %

Les **coûts de financement** ont augmenté de 10 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 53 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017.

- Le **montant brut des charges d'intérêts**, avant la comptabilisation à l'actif des intérêts sur la dette à long terme, a augmenté de 7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 25 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison principalement de l'accroissement du solde moyen de la dette à long terme, facteur neutralisé en partie par la réduction du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à long terme [excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc.] s'élevait à 4,18 % au 31 décembre 2017, par rapport à 4,22 % à l'exercice précédent.
- Les **intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif** ont trait à la dette contractée aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre tenues par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »), ce spectre étant déployé au sein de notre réseau existant. Les intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisés à l'actif jusqu'à ce que la quasi-totalité des activités nécessaires au déploiement de ce spectre aux fins prévues ait été menée à terme, c'est-à-dire jusqu'au moment où les sites cellulaires pouvant utiliser le spectre sont prêts à être mis en service. La comptabilisation à l'actif des intérêts a pris fin au premier trimestre de 2017.
- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** est demeuré relativement inchangé au quatrième trimestre de 2017 et inchangé au cours de l'exercice complet 2017.
- Les **produits d'intérêts** ont augmenté au quatrième trimestre de 2017 et au cours de l'exercice complet 2017, en raison du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
- Les **(profits) pertes de change** ont fluctué, en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain en 2017.

#### Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Impôt sur le résultat calculé selon les taux prévus par la loi applicables	110	30	n.s.	541	444	21,8 %
Ajustements comptabilisés dans la période considérée pour l'impôt sur le résultat de périodes antérieures	(1)	(9)	(88,9) %	(4)	(12)	(66,7) %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour tenir compte des taux d'imposition prévus par la loi futurs	28	(5)	n.s.	28	(4)	n.s.
Autres	(4)	(1)	n.s.	(12)	(2)	n.s.
	133	15	n.s.	553	426	29,8 %
Taux d'imposition prévus par la loi applicables (en %)	26,5	29,7	(3,2) pts	26,6	26,7	(0,1) pt
Taux d'imposition effectif (en %)	32,0	14,7	17,3 pts	27,2	25,6	1,6 pt

Le total de la charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 118 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 127 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt, ainsi que de la réévaluation du passif d'impôt différé tenant à l'augmentation du taux d'imposition en Colombie-Britannique, qui a été quasi adopté au quatrième trimestre de 2017.

**Analyse du bénéfice net**

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	<b>281</b>	81	200	<b>1 460</b>	1 223	237
Ajouter (déduire) :						
Profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt	—	—	—	—	(13)	13
Pertes nettes et pertes liées à la participation (profits nets et bénéfice lié à la participation) découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt	<b>1</b>	(5)	6	<b>(1)</b>	(16)	15
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt	<b>44</b>	255	(211)	<b>102</b>	351	(249)
Ajustements défavorables (favorables) liés à l'impôt sur le résultat	<b>24</b>	(15)	39	<b>21</b>	(17)	38
Recouvrement net lié à MTS	<b>(22)</b>	—	(22)	<b>(22)</b>	—	(22)
<b>Bénéfice net ajusté</b>	<b>328</b>	316	12	<b>1 560</b>	1 528	32

Le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires a augmenté de 200 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 237 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017. Ces augmentations ont été stimulées par la hausse du bénéfice d'exploitation, facteur neutralisé en partie par l'impôt sur le résultat connexe. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts, des profits nets et du bénéfice lié à la participation ou des pertes nettes et des pertes liées à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, des ajustements liés à l'impôt sur le résultat, d'un profit non récurrent à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016, et du recouvrement au titre de la contrepartie éventuelle lié à MTS, déduction faite des ajustements postérieurs à la clôture (le « recouvrement net lié à MTS »). Le bénéfice net ajusté a augmenté de 12 millions de dollars, ou 3,8 %, au quatrième trimestre de 2017, et de 32 millions de dollars, ou 2,1 %, au cours de l'exercice complet 2017.

**Analyse du BPA de base**

(en dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BPA de base	<b>0,47</b>	0,14	0,33	<b>2,46</b>	2,06	0,40
Ajouter (déduire) :						
Profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt, par action	—	—	—	—	(0,02)	0,02
Profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt, par action	—	(0,01)	0,01	—	(0,03)	0,03
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt, par action	<b>0,08</b>	0,43	(0,35)	<b>0,18</b>	0,60	(0,42)
Ajustements défavorables (favorables) liés à l'impôt sur le résultat, par action	<b>0,04</b>	(0,03)	0,07	<b>0,03</b>	(0,03)	0,06
Recouvrement net lié à MTS	<b>(0,04)</b>	—	(0,04)	<b>(0,04)</b>	—	(0,04)
<b>BPA de base ajusté</b>	<b>0,55</b>	0,53	0,02	<b>2,63</b>	2,58	0,05

Le BPA de base a augmenté de 0,33 \$ au quatrième trimestre de 2017, et de 0,40 \$, ou 19,4 %, au cours de l'exercice complet 2017. Le BPA de base ajusté exclut l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts, les profits nets et le bénéfice lié à la participation ou les pertes nettes et les pertes liées à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, le profit non récurrent lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016, et le recouvrement net lié à MTS. Le BPA de base ajusté a augmenté de 0,02 \$, ou 3,8 %, au quatrième trimestre de 2017, et de 0,05 \$, ou 1,9 %, au cours de l'exercice complet 2017.

**Bénéfice global**

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Bénéfice net	<b>282</b>	87	n.s.	<b>1 479</b>	1 236	19,7 %
Autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat) :						
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	<b>(5)</b>	(5)	—	<b>13</b>	(15)	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – réévaluation des régimes à prestations définies du personnel	<b>(236)</b>	(167)	41,3 %	<b>(172)</b>	—	n.s.
Bénéfice global (perte globale)	<b>41</b>	(85)	n.s.	<b>1 320</b>	1 221	8,1 %

Le bénéfice global a augmenté de 126 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 99 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison essentiellement de l'augmentation du bénéfice net, facteur neutralisé en partie par les variations des montants des réévaluations des régimes à prestations définies du personnel. Les éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.

**Autres faits saillants de l'exploitation**

- Au cours de l'exercice 2017, le total du **nombre de connexions d'abonnés** a augmenté de 377 000. Cela représente une hausse de 5,7 % du nombre d'abonnés aux services mobiles postpayés, une croissance de 5,3 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et une hausse de 3,7 % du nombre d'abonnés au service TELUS TV, résultats neutralisés en partie par la réduction de 9,9 % du nombre d'abonnés aux services mobiles prépayés et par la baisse de 5,5 % des lignes résidentielles d'accès au réseau filaire. Se reporter à la *rubrique 1.3, « Secteur des services mobiles »*, et à la *rubrique 1.4, « Secteur des services filaires »*, pour de plus amples renseignements.
- Le **BAIIA** comprend les coûts de restructuration et autres coûts, les profits nets et le bénéfice lié à la participation ou les pertes nettes et les pertes liées à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, un profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016, de même que le recouvrement net lié à MTS. Le BAIIA a augmenté de 354 millions de dollars, ou 45,9 %, au quatrième trimestre de 2017, et de 545 millions de dollars, ou 12,9 %, au cours de l'exercice complet 2017. Les augmentations reflètent i) la croissance des produits tirés des services de réseau mobile et la hausse des produits tirés des services filaires de transmission de données, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'accroissement du nombre brut de mises en service d'abonnés des services mobiles et des volumes de fidélisation; et ii) la diminution des coûts de restructuration et autres coûts, qui comprennent la charge de rémunération remaniée comptabilisée en 2016, facteur neutralisé en partie par les coûts liés à la migration des abonnés acquis de MTS et à la prestation de services à ces abonnés.
- Le **BAIIA ajusté** exclut les coûts de restructuration et autres coûts, les profits nets et le bénéfice lié à la participation ou les pertes nettes et les pertes liées à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016, ainsi que le recouvrement net lié à MTS. Le BAIIA ajusté a augmenté de 54 millions de dollars, ou 4,7 %, au quatrième trimestre de 2017, et de 224 millions de dollars, ou 4,8 %, au cours de l'exercice complet 2017.
- Les **dividendes déclarés par action ordinaire** ont totalisé 0,5050 \$ au quatrième trimestre de 2017 et 1,97 \$ au cours de l'exercice complet 2017, en hausse de 5,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2016 et de 7,1 % par rapport à l'exercice complet 2016, ce qui est conforme à l'annonce selon laquelle nous comptons effectuer des hausses de dividendes, la hausse annuelle devant se situer de 7 % à 10 % jusqu'en 2019. Le 7 février 2018, le conseil a déclaré un dividende pour le premier trimestre de 0,5050 \$ par action sur les actions ordinaires émises et en circulation, payable le 2 avril 2018 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 mars 2018. Le dividende déclaré pour le premier trimestre reflète une hausse cumulative de 0,025 \$ par action, ou 5,2 %, par rapport au dividende par action de 0,48 \$ déclaré à l'exercice précédent.

- Les **flux de trésorerie disponibles** ont augmenté de 465 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 825 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017. Ces résultats sont attribuables à l'accroissement du BAIIA, les résultats du quatrième trimestre de 2016 ayant tenu compte de l'incidence de la charge de rémunération remaniée ainsi que de la diminution des paiements d'impôt en trésorerie au cours de l'exercice complet 2017. (Se reporter à la *rubrique 3.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».*)

L'augmentation des dépenses d'investissement reflète la priorité que nous continuons d'accorder aux investissements dans l'infrastructure à large bande, y compris notre réseau à fibres optiques, qui permet également la prise en charge de la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture, la capacité et les liaisons terrestres et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G.

### 1.3 Secteur des services mobiles

#### Tendances et caractère saisonnier – services mobiles

La tendance historique observée au chapitre des produits tirés du réseau mobile reflète la croissance des PMAA et du nombre d'abonnés stimulée par la proportion accrue de forfaits assortis de tarifs plus élevés dans la composition des produits, ainsi que par la plus importante consommation de données. Cette croissance, conjuguée à la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, a été neutralisée en partie par la diminution générale des produits tirés de l'équipement mobile, laquelle reflète la hausse des coûts de financement par appareil, y compris les appareils compris dans les forfaits Extra Plus, facteur neutralisé en partie par l'accroissement des ajouts bruts. La tendance générale observée au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des ajouts nets d'abonnés résulte du succès remporté par nos promotions, y compris nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée et de téléphones intelligents, conjugué à l'incidence de la croissance du marché découlant de l'accroissement de la population, de l'évolution démographique de la population et du nombre croissant d'abonnés possédant plusieurs appareils activés. Bien que certains facteurs ayant historiquement revêtu un caractère saisonnier important au cours des troisième et quatrième trimestres aient donné lieu à une augmentation des mises en service, l'intensification de la concurrence dans les marchés des consommateurs et des entreprises pourrait se répercuter sur les résultats et les tendances au chapitre des ajouts d'abonnés au cours des périodes ultérieures.

La croissance des PMAA du secteur des services mobiles a affiché une tendance à la hausse en 2017, en raison des efforts en matière de commercialisation et du plus grand nombre de forfaits assortis de tarifs plus élevés, y compris les forfaits Extra Plus lancés en juin 2016, et du plus grand nombre de forfaits de partage de données assortis de tarifs plus élevés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des pressions concurrentielles entraînant l'affectation de quantités de données plus importantes aux forfaits, y compris le partage de données et les caractéristiques et forfaits concernant les services de transmission de données en itinérance internationale, le comportement des consommateurs à l'égard de la fréquence accrue de l'utilisation de données aux clients, ainsi que le délestage du trafic de données vers les points d'accès Wi-Fi. Les PMAA devraient continuer d'augmenter, en raison de la croissance continue de l'utilisation des données, et de la variation continue de la composition de notre clientèle en faveur d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée. Toutefois, le niveau des PMAA dépend fortement de la concurrence, les pressions concurrentielles, y compris les activités promotionnelles et les réactions découlant de ces pressions et de ces promotions, pouvant possiblement entraîner une compression des PMAA au cours des périodes ultérieures. La conjoncture économique, le comportement des consommateurs, le contexte réglementaire, ainsi que le choix des appareils et d'autres facteurs influent également sur les PMAA. En conséquence, il n'existe aucune certitude que la croissance des PMAA se poursuivra. En ce qui a trait au caractère saisonnier, les PMAA tirés des services mobiles ont, historiquement, enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, en raison de l'utilisation accrue de ces services et du recours aux services d'itinérance au printemps et en été, et des baisses séquentielles saisonnières aux quatrième et premier trimestres. Cette incidence saisonnière sur les PMAA s'atténue au fur et à mesure que les forfaits voix illimitée au pays deviennent plus prépondérants, et que l'utilisation des services de transmission de la voix facturables et que les pics d'utilisation des services interurbains deviennent moins prononcés. Par ailleurs, les clients optent pour des forfaits de données comportant des capacités accrues et des prix de base plus élevés qui leur permettent de bénéficier d'options flexibles de réapprovisionnement de données, ce qui donne lieu à une plus faible variabilité au chapitre de l'utilisation de données facturables mais à une hausse des produits récurrents mensuels.

Historiquement, les facteurs ayant revêtu un caractère saisonnier important aux troisième et quatrième trimestres dont il est fait mention ci-dessus reflètent les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, l'augmentation des frais d'acquisition connexes et des ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats au cours de ces trimestres. Historiquement, les frais de

fidélisation ont augmenté au cours des périodes se caractérisant par un accroissement des activités de marketing, qui coïncident également avec l'arrivée à échéance de contrats reflétant les ajouts saisonniers d'abonnés et les renouvellements effectués aux périodes précédentes. Ces facteurs peuvent avoir une plus grande incidence lorsque surviennent le lancement d'appareils populaires et d'autres événements promotionnels saisonniers tels que la rentrée scolaire, le Vendredi fou et le temps des Fêtes. Les coûts liés à l'accroissement des volumes de mises en service, dont le caractère est saisonnier, donnent habituellement lieu à une baisse séquentielle du BAIIA du secteur des services mobiles du deuxième trimestre au quatrième trimestre, laquelle est habituellement suivie par une augmentation séquentielle du BAIIA du secteur des services mobiles du quatrième trimestre au deuxième trimestre. Les résultats du quatrième trimestre de 2016 tiennent compte de la charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis. Les ajouts d'abonnés sont généralement à leur plus faible niveau au premier trimestre.

La tendance observée au chapitre de l'amélioration, d'un exercice à l'autre, du taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés des services postpayés reflète nos efforts visant à accorder la priorité aux clients ainsi que nos programmes de fidélisation. Il se peut que nous subissions des pressions sur le taux de désabonnement aux services postpayés si l'intensification de la concurrence se poursuit, en raison en partie de l'accroissement des activités promotionnelles, du plus grand nombre de clients dont le contrat est expiré, ainsi que du nombre de clients qui possèdent déjà un appareil et ne signent pas de nouveaux contrats. En conséquence, les résultats d'exploitation du secteur des services mobiles dans le passé et les tendances pourraient ne pas refléter les résultats et les tendances des périodes futures.

Les tendances au chapitre des produits et des mesures opérationnelles fondées sur les produits seront touchées par l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, comme il est décrit plus en détail à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », de notre rapport de gestion annuel 2017.

#### Indicateurs opérationnels – services mobiles

Aux 31 décembre	2017	2016	Variation			
<b>Abonnés</b> (en milliers)						
Postpayés	7 978	7 550	5,7 %			
Prépayés	933	1 035	(9,9) %			
Total	8 911	8 585	3,8 %			
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	89,5	87,9	1,6 pt			
Population couverte par le réseau HSPA+ <sup>1</sup> (en millions)	36,7	35,7	2,8 %			
Population couverte par le réseau LTE <sup>1</sup> (en millions)	36,6	35,2	4,0 %			
	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
<b>Ajouts bruts d'abonnés</b> (en milliers)						
Postpayés	347	297	16,8 %	1 140	1 039	9,7 %
Prépayés	77	101	(23,8) %	320	360	(11,1) %
Total	424	398	6,5 %	1 460	1 399	4,4 %
<b>Ajouts nets d'abonnés</b> (en milliers)						
Postpayés	121	87	39,1 %	379	243	56,0 %
Prépayés	(23)	(9)	n.s.	(83)	(70)	(18,6) %
Total	98	78	25,6 %	296	173	71,1 %
PMAA combinés, par mois <sup>2</sup> (en dollars)	67,27	66,24	1,6 %	67,05	65,10	3,0 %
<b>Taux de désabonnement, par mois<sup>2</sup> (en %)</b>						
Combinés	1,23	1,25	(0,02) pt	1,11	1,21	(0,10) pt
Services postpayés	0,99	0,98	0,01 pt	0,90	0,95	(0,05) pt

- Y compris les ententes de partage de réseau conclues avec d'autres entreprises de télécommunications canadiennes.
- Se reporter à la rubrique 3.2, « *Indicateurs opérationnels* ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.
- Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> avril 2017, le nombre d'abonnés des services postpayés, le total des abonnés et les statistiques opérationnelles connexes (ajouts bruts, ajouts nets, produits mensuels moyens par appareil d'abonné [« PMAA »] et taux de désabonnement) ont été ajustés de manière à tenir compte de la migration estimative de 85 000 abonnés de MTS aux fins du calcul des soldes d'ouverture relatifs au nombre d'abonnés. Par la suite, soit le 1<sup>er</sup> octobre 2017, le total du nombre d'abonnés et les statistiques opérationnelles connexes ont été ajustés de manière à réduire le nombre estimatif de migrations d'abonnés de MTS de 11 000 pour le ramener à 74 000. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient également compte d'un ajustement au 1<sup>er</sup> avril 2017 effectué de manière à supprimer du nombre d'abonnés environ 19 000 abonnés des services prépayés et 25 000 abonnés des services postpayés, respectivement, principalement en raison de la fin de l'exploitation de notre réseau AMRC à l'échelle nationale.

**Produits d'exploitation – secteur des services mobiles**

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Produits tirés des services de réseau	1 772	1 681	5,4 %	6 964	6 541	6,5 %
Produits tirés de l'équipement et autres produits	169	155	9,0 %	535	537	(0,4) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 941	1 836	5,7 %	7 499	7 078	5,9 %
Autres produits d'exploitation	31	5	n.s.	36	37	(2,7) %
Produits d'exploitation externes	1 972	1 841	7,1 %	7 535	7 115	5,9 %
Produits intersectoriels	10	15	(33,3) %	43	58	(25,9) %
Produits d'exploitation du secteur des services mobiles	1 982	1 856	6,8 %	7 578	7 173	5,6 %

Les **produits tirés des services de réseau** provenant de clients externes se sont accrus de 91 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 423 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017. La hausse de 5,4 % au quatrième trimestre de 2017, et de 6,5 % au cours de l'exercice complet 2017, des produits tirés des services de réseau reflète i) la croissance du nombre d'abonnés, y compris les abonnés de MTS acquis; ii) la proportion accrue des forfaits assortis de tarifs plus élevés dans la composition des produits, y compris les forfaits Extra Plus lancés en juin 2016; iii) la plus grande proportion de clients ayant choisi des forfaits comportant de plus importants lots de données ou ayant périodiquement accru leurs lots de données; iv) la plus grande proportion d'abonnés des services postpayés; v) la plus grande proportion de téléphones intelligents; et vi) la hausse des produits tirés des services d'itinérance.

- Les **PMAA combinés mensuels** se sont établis à 67,27 \$ au quatrième trimestre de 2017 et à 67,05 \$ au cours de l'exercice complet 2017, ce qui reflète une hausse de 1,03 \$, ou 1,6 %, pour le trimestre, et de 1,95 \$, ou 3,0 %, pour l'exercice complet. La croissance enregistrée pour le trimestre et pour le cumul depuis le début de l'exercice est principalement attribuable à l'incidence de la hausse des produits tirés des services de réseau (dont il est fait mention ci-dessus); cependant, la croissance des PMAA a ralenti au cours du trimestre, en raison principalement des activités liées au lancement de nos forfaits Extra Plus.
- Les **ajouts bruts d'abonnés** se sont établis à 424 000 au quatrième trimestre de 2017 et à 1 460 000 au cours de l'exercice complet 2017, ce qui reflète une hausse de 26 000 pour le trimestre et de 61 000 pour l'exercice complet 2017. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés ont augmenté de 50 000 au quatrième trimestre de 2017 et de 101 000 au cours de l'exercice complet 2017, en raison du succès remporté par les promotions et de nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée et de téléphones intelligents, de l'accroissement de la demande visant les tablettes, des mutations démographiques tenant à la croissance de la population canadienne et, en ce qui concerne le quatrième trimestre, de nos efforts couronnés de succès visant à répondre aux offres énergiques du temps des Fêtes. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés ont diminué de 24 000 au quatrième trimestre et de 40 000 au cours de l'exercice complet, ce qui découle essentiellement de l'intensification de la concurrence et de nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée.
- Le **taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés des services postpayés** s'est établi à 0,99 % au quatrième trimestre de 2017 et à 0,90 % au cours de l'exercice complet 2017, par rapport à 0,98 % et à 0,95 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016. Le maintien d'un faible taux de désabonnement des abonnés des services postpayés en 2017 reflète l'attention que nous prêtons à nos initiatives accordant la priorité aux clients, ainsi que nos programmes de fidélisation, facteurs neutralisés en partie par les désactivations additionnelles découlant des offres énergiques du temps des Fêtes. Le taux de désabonnement mensuel combiné s'est établi à 1,23 % au quatrième trimestre de 2017 et à 1,11 % pour l'exercice complet 2017, par rapport à 1,25 % et 1,21 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016. L'amélioration des taux de désabonnement combinés au quatrième trimestre de 2017 et au cours de l'exercice complet 2017 reflète la variation des taux de désabonnement des abonnés des services postpayés, ainsi que l'amélioration du taux de désabonnement des abonnés des services prépayés et le plus grand nombre d'abonnés des services postpayés par rapport au nombre d'abonnés des services prépayés.
- Les **ajouts nets d'abonnés** reflètent les ajouts nets d'abonnés des services postpayés de 121 000 au quatrième trimestre de 2017 et de 379 000 au cours de l'exercice complet 2017, par rapport à 87 000 et à 243 000, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016, en raison des facteurs décrits ci-dessus ayant influé sur les ajouts bruts d'abonnés. Le nombre d'abonnés aux services prépayés a diminué de 23 000 au quatrième trimestre de 2017, en raison de l'intensification de la concurrence en ce qui a trait aux services prépayés, par rapport à une diminution de 9 000 en 2016. Le nombre d'abonnés aux services prépayés a diminué de 83 000 au cours de l'exercice complet 2017, par rapport à une diminution de 70 000 à la période

correspondante de 2016, ce qui reflète nos efforts axés sur les mises en service d'abonnés des services postpayés à valeur plus élevée. Les ajouts nets d'abonnés se sont établis à 98 000 au quatrième trimestre de 2017 et à 296 000 au cours de l'exercice complet 2017, ce qui reflète des améliorations d'un exercice à l'autre de 20 000 pour le trimestre, et de 123 000 au cours de l'exercice complet 2017, en raison de la baisse du taux de désabonnement mensuel combiné et de l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés. Les 74 000 abonnés de MTS acquis ne sont pas pris en compte dans les ajouts nets d'abonnés, car ils ont été ajoutés au nombre d'abonnés.

Les **produits tirés de l'équipement et autres services** se sont accrus de 14 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et ont diminué de 2 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017. L'augmentation au cours du trimestre est attribuable à l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés aux services postpayés et à l'augmentation des soldes au titre des paiements effectués par les abonnés relativement aux appareils. La diminution au cours de l'exercice complet est essentiellement imputable à la hausse des coûts de financement par appareil ainsi qu'à l'intensification de la concurrence de même qu'à la plus grande proportion de mises en service dans le cadre du programme Apportez votre propre appareil, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés, par la hausse des volumes de fidélisation et par l'augmentation des soldes au titre des paiements effectués par les abonnés relativement aux appareils.

Les **autres produits d'exploitation** ont augmenté de 26 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et ils sont demeurés relativement inchangés au cours de l'exercice complet 2017. L'augmentation pour le trimestre tient à la comptabilisation du recouvrement au titre de la contrepartie éventuelle lié à MTS, facteur neutralisé en partie par la diminution des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières. La variation pour l'exercice complet tient compte du recouvrement au titre de la contrepartie éventuelle, lequel a été neutralisé en partie par la non-réurrence des profits comptabilisés en 2016 relativement à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil et par la réduction des profits découlant de la vente d'immobilisations corporelles.

Les **produits intersectoriels** représentent les services de réseau qui sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

#### Charges d'exploitation – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Achat de biens et services :						
Charges liées aux ventes d'équipement	545	513	6,2 %	1 782	1 684	5,8 %
Charges d'exploitation des services de réseau	214	200	7,0 %	826	773	6,9 %
Frais de marketing	132	131	0,8 %	433	420	3,1 %
Autres <sup>1</sup>	209	181	15,5 %	792	667	18,7 %
Charge au titre des avantages du personnel <sup>1,2</sup>	174	233	(25,3) %	646	723	(10,7) %
<b>Charges d'exploitation du secteur des services mobiles</b>	<b>1 274</b>	<b>1 258</b>	<b>1,3 %</b>	<b>4 479</b>	<b>4 267</b>	<b>5,0 %</b>

1 Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 3.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

2 Comprend une charge de rémunération remaniée de 70 millions de dollars inscrite dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.

Les charges d'exploitation du secteur des services mobiles ont augmenté de 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 212 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017.

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont augmenté de 32 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 98 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, ce qui reflète la hausse des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés, la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, y compris les appareils supérieurs compris dans les forfaits Extra Plus, la hausse des coûts des appareils et, en ce qui concerne l'exercice complet, l'augmentation des volumes de fidélisation.

Les **charges d'exploitation des services de réseau** ont augmenté de 14 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 53 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison principalement de l'accroissement des charges au titre des services d'itinérance.

Les **frais de marketing** sont demeurés relativement inchangés au quatrième trimestre de 2017 et ont augmenté de 13 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison principalement de la hausse des frais de publicité et de promotion, ainsi que de l'augmentation de la charge au titre des commissions découlant de l'accroissement des ajouts bruts et de l'augmentation des volumes de fidélisation.



Les autres charges au titre de l'achat de biens et services ont augmenté de 28 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 125 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison principalement de l'augmentation des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre, incluant les coûts liés à la migration des abonnés de MTS acquis et à la prestation de services à ces abonnés, des coûts au chapitre du soutien à la clientèle fourni aux abonnés de MTS acquis dans le cadre de la migration, ainsi que de l'accroissement des coûts liés à la main-d'œuvre externe et des frais d'administration afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés.

La charge au titre des avantages du personnel a diminué de 59 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 77 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison essentiellement de la non-réurrence de la charge de rémunération remaniée de 70 millions de dollars comptabilisée au quatrième trimestre de 2016. En excluant la charge de rémunération remaniée, la charge au titre des avantages du personnel a augmenté de 11 millions de dollars au quatrième trimestre et a diminué de 7 millions de dollars au cours de l'exercice complet. L'augmentation pour le trimestre est principalement attribuable à la diminution des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif et à la hausse des coûts liés au programme de rémunération et d'avantages du personnel découlant de l'accroissement du nombre d'employés équivalents temps plein, facteurs neutralisés en partie par la réduction des coûts de restructuration et autres coûts liés à la main-d'œuvre. La diminution au cours de l'exercice complet découle principalement de la réduction des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif.

#### BAIIA – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les marges)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BAIIA	708	598	18,0 %	3 099	2 906	6,6 %
Ajouter : coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA <sup>1</sup>	27	85	(68,2) %	79	121	(34,7) %
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	—	—	(15)	n.s.
Ajouter (déduire) : pertes nettes et pertes liées à la participation (profits nets et bénéfice lié à la participation) découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	1	(4)	n.s.	—	(12)	n.s.
Déduire : recouvrement net lié à MTS	(21)	—	n.s.	(21)	—	n.s.
<b>BAIIA ajusté<sup>2</sup></b>	<b>715</b>	<b>679</b>	<b>5,0 %</b>	<b>3 157</b>	<b>3 000</b>	<b>5,2 %</b>
Marge du BAIIA (en %)	35,7	32,2	3,5 pts	40,9	40,5	0,4 pt
Marge du BAIIA ajusté <sup>3</sup> (en %)	36,4	36,7	(0,3) pt	41,8	42,0	(0,2) pt

1 Comprend une charge de rémunération remaniée de 70 millions de dollars inscrite dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.

2 Se reporter à la description fournie à la section « BAIIA », à la rubrique 3.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

3 La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits d'exploitation. Le calcul des produits d'exploitation exclut les profits nets et le bénéfice lié à la participation ou les pertes nettes et les pertes liées à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil et le recouvrement net lié à MTS.

Le BAIIA du secteur des services mobiles a augmenté de 110 millions de dollars, ou 18,0 %, au quatrième trimestre de 2017 et de 193 millions de dollars, ou 6,6 %, au cours de l'exercice complet 2017. Le BAIIA ajusté du secteur des services mobiles a augmenté de 36 millions de dollars, ou 5,0 %, au quatrième trimestre de 2017 et de 157 millions de dollars, ou 5,2 %, au cours de l'exercice complet 2017, ce qui reflète la croissance des produits tirés des services de réseau en raison de l'augmentation des PMAA et de l'accroissement du nombre d'abonnés, y compris les abonnés de MTS acquis, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des charges liées aux ventes d'équipement, par la hausse des charges d'exploitation des services de réseau, par l'augmentation des frais d'administration et par l'accroissement des coûts liés au services à la clientèle découlant de la croissance du nombre d'abonnés.

## 1.4 Secteur des services filaires

### Tendances – secteur des services filaires

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires reflète la croissance des produits tirés des services Internet haute vitesse et des services de transmission de données améliorés, des services d'impartition des processus d'affaires, ainsi que des services TELUS Santé et TELUS TV, facteur neutralisé en partie par la diminution des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des produits tirés de l'équipement. La hausse des produits tirés des services Internet et des services de télévision découle de la croissance du nombre d'abonnés et de l'accroissement des produits d'exploitation par client tirés des services Internet, en raison des mises à niveau à des vitesses plus élevées et aux forfaits comportant une plus grande utilisation des données. La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés de TELUS Santé est attribuable à une croissance interne et aux acquisitions. La croissance des services d'impartition des processus d'affaires reflète l'accroissement des acquisitions et le ralentissement de la croissance interne. La tendance à la baisse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de la voix découle du remplacement de la technologie, de l'utilisation accrue de forfaits interurbains conjuguée à la baisse du nombre de minutes d'utilisation des services interurbains, ainsi que de l'intensification continue de la concurrence sur le marché des petites et moyennes entreprises, de même que, aux trimestres précédents, de l'incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, qui était plus prépondérante dans les marchés des affaires en ce qui a trait aux services de transmission de la voix.

Nous nous attendons à une croissance continue du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, en raison de la croissance de l'économie et de nos investissements continus dans l'élargissement de notre réseau à fibres optiques. La croissance du nombre d'abonnés au service TELUS TV a ralenti, en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant du taux de pénétration élevé du marché et de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau continuent de refléter la tendance courante au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet.

### Indicateurs opérationnels – services filaires

Aux 31 décembre (en milliers)	2017	2016	Variation			
<b>Nombre d'abonnés :</b>						
Internet haute vitesse <sup>1</sup>	1 743	1 655	5,3 %			
TELUS TV <sup>1</sup>	1 098	1 059	3,7 %			
Lignes résidentielles d'accès au réseau <sup>1</sup>	1 298	1 374	(5,5) %			
<b>Nombre total d'abonnés aux services filaires<sup>1</sup></b>	<b>4 139</b>	<b>4 088</b>	<b>1,2 %</b>			
	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en milliers)	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
<b>Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés :</b>						
Abonnés à Internet haute vitesse	21	24	(12,5) %	81	68	19,1 %
Abonnés à TELUS TV	14	16	(12,5) %	35	54	(35,2) %
Lignes résidentielles d'accès au réseau	(14)	(22)	36,4 %	(76)	(93)	18,3 %
<b>Total des ajouts nets d'abonnés aux services filaires</b>	<b>21</b>	<b>18</b>	<b>16,7 %</b>	<b>40</b>	<b>29</b>	<b>37,9 %</b>

1 En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement, tous deux réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2017 relatifs au nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV ont été majorés d'un nombre net de 1 000, de 6 000 et de 5 000, respectivement.

### Produits d'exploitation – secteur des services filaires

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en millions de dollars)	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Services et équipement de transmission de données	1 114	1 051	6,0 %	4 261	4 059	5,0 %
Services de transmission de la voix	294	340	(13,5) %	1 230	1 363	(9,8) %
Autres services et équipement	54	61	(11,5) %	212	225	(5,8) %
<b>Produits tirés de contrats conclus avec des clients</b>	<b>1 462</b>	<b>1 452</b>	<b>0,7 %</b>	<b>5 703</b>	<b>5 647</b>	<b>1,0 %</b>
Autres produits d'exploitation	33	12	n.s.	66	37	78,4 %
<b>Produits d'exploitation externes</b>	<b>1 495</b>	<b>1 464</b>	<b>2,1 %</b>	<b>5 769</b>	<b>5 684</b>	<b>1,5 %</b>
Produits intersectoriels	51	51	—	206	194	6,2 %
<b>Produits d'exploitation du secteur des services filaires</b>	<b>1 546</b>	<b>1 515</b>	<b>2,0 %</b>	<b>5 975</b>	<b>5 878</b>	<b>1,7 %</b>

- Les **produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté de 63 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 202 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017. Les augmentations sont principalement attribuables i) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 5,3 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse au cours des 12 derniers mois, l'augmentation des produits d'exploitation par client découlant des mises à niveau pour des vitesses Internet plus élevées et des forfaits comportant une plus grande utilisation des données, de même que certaines hausses de tarifs; ii) à la croissance des produits tirés de l'impartition des processus d'affaires, compte tenu des récentes acquisitions et de l'incidence des taux de change sur les établissements à l'étranger; iii) à l'accroissement des produits tirés de TELUS Santé stimulé par une croissance interne découlant des produits tirés des services professionnels et des services de soutien additionnels, ainsi que des acquisitions (l'augmentation des produits tirés des services professionnels tient essentiellement au fait que TELUS Santé a été choisi comme fournisseur de solutions technologiques pour PrescripTion, et la croissance des produits tirés des services de soutien découle du plus grand nombre de médecins qui utilisent nos dossiers médicaux électroniques); iv) à l'augmentation des produits tirés de TELUS TV découlant de la croissance de 3,7 % du nombre d'abonnés au cours des 12 derniers mois. Cette croissance a été neutralisée en partie par la réduction continue des services de transmission de données existants.
- Les **produits tirés des services de transmission de la voix** ont reculé de 46 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 133 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017. Les diminutions reflètent la réduction continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants découlant du remplacement de la technologie, l'intensification de la concurrence, l'utilisation accrue de forfaits interurbains et la baisse du nombre de minutes d'utilisation des services interurbains, y compris la réduction des volumes liés aux services de gros, ainsi que les modifications apportées aux tarifs. Nous avons enregistré une réduction de 5,5 % des lignes résidentielles d'accès au réseau au cours de l'exercice.
- Les **ajouts nets au nombre d'abonnés aux services filaires** se sont établis à 21 000 au quatrième trimestre de 2017 et à 40 000 au cours de l'exercice complet 2017, en hausse de 3 000 et de 11 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2016.

Les **ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse** ont diminué de 3 000 au quatrième trimestre de 2017 et ont augmenté de 13 000 au cours de l'exercice complet 2017. La diminution pour le trimestre découle principalement de la réduction des mises en service, malgré nos efforts continus aux fins du déploiement de la fibre optique. L'augmentation au cours de l'exercice complet découle du maintien de la demande des clients à l'égard de nos services à large bande haute vitesse, y compris le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné, ainsi que du succès de notre offre de produits innovateurs. Les **ajouts nets d'abonnés à TELUS TV** se sont établis à 14 000 au quatrième trimestre de 2017 et à 35 000 au cours de l'exercice complet 2017, en baisse de 2 000 et de 19 000, respectivement, par rapport aux ajouts nets comptabilisés aux périodes correspondantes de 2016. Ces diminutions reflètent la réduction des ajouts bruts et les plus importantes pertes du nombre d'abonnés aux services de télévision par satellite, en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant de l'incidence de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement, et du taux de pénétration élevé du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la priorité que nous continuons d'accorder au branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques (alors que nous avons presque atteint 50 % de notre cible au chapitre de la couverture), à l'élargissement et à l'amélioration de l'accessibilité de nos services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, et au groupement de ces services, ce qui s'est traduit par une croissance du nombre combiné d'abonnés aux services Internet et de télévision de 127 000, ou 4,7 %, au cours de l'exercice.

Les **pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau** se sont chiffrées à 14 000 au quatrième trimestre de 2017 et à 76 000 au cours de l'exercice complet 2017, par rapport à 22 000 et à 93 000, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau continuent de refléter la tendance au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, ainsi que l'intensification de la concurrence, facteurs atténués en partie par le succès remporté par l'offre de services groupés et par les initiatives visant à accorder la priorité aux clients.

Les **produits tirés des autres services et de l'équipement** ont diminué de 7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 13 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison principalement de la réduction des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits d'exploitation** ont augmenté de 21 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 29 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison principalement des profits liés à la vente de certains actifs et de la non-récurrence d'une provision comptabilisée en 2016 à l'égard des options de vente

position vendeur fournies dans le cadre d'un regroupement d'entreprises effectué par TELUS International (Cda) Inc. en 2012, facteurs neutralisés en partie par la réduction des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières.

Les **produits intersectoriels** représentent les services fournis au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

**Charges d'exploitation – secteur des services filaires**

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Achat de biens et services <sup>1</sup>	619	615	0,7 %	2 351	2 339	0,5 %
Charge au titre des avantages du personnel <sup>1,2</sup>	512	729	(29,8) %	1 949	2 216	(12,0) %
<b>Charges d'exploitation du secteur des services filaires</b>	<b>1 131</b>	<b>1 344</b>	<b>(15,8) %</b>	<b>4 300</b>	<b>4 555</b>	<b>(5,6) %</b>

- |   |  |
|---|--|
| 1 | Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 3.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ». |
| 2 | Comprend une charge de rémunération remaniée de 235 millions de dollars comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.                            |

Les charges d'exploitation du secteur des services filaires ont diminué de 213 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 255 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison principalement des facteurs suivants :

Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté de 4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 12 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison principalement de l'accroissement de la main-d'œuvre externe afin de prendre en charge l'augmentation du nombre d'abonnés, de la hausse des coûts liés au contenu des services de télévision découlant en grande partie de l'accroissement du nombre d'abonnés à ces services, ainsi que de la hausse des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre.

La **charge au titre des avantages du personnel** a diminué de 217 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 267 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison essentiellement de la non-réurrence de la charge de rémunération remaniée de 235 millions de dollars comptabilisée au quatrième trimestre de 2016. En excluant la charge de rémunération remaniée, la charge au titre des avantages du personnel a augmenté de 18 millions de dollars au quatrième trimestre et diminué de 32 millions de dollars au cours de l'exercice complet. L'augmentation pour le trimestre tient à l'accroissement du nombre d'employés, compte tenu des acquisitions, afin de prendre en charge la croissance des produits tirés des services TELUS Santé et des services d'impartition des processus d'affaires, facteur neutralisé en partie par la diminution des coûts de restructuration et autres coûts liés au personnel, par la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif et par les avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats liés à la rémunération remaniée. La diminution au cours de l'exercice complet découle essentiellement de la non-réurrence d'importants coûts de restructuration et autres coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés en 2016 dans le cadre des initiatives d'efficacité opérationnelle, des avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats liés à la rémunération remaniée, de la diminution des coûts liés au programme de rémunération et d'avantages du personnel découlant de la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein au pays, compte non tenu des acquisitions, et de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif. Ces diminutions ont été neutralisées en partie par l'augmentation du nombre d'employés et de la rémunération connexe découlant des acquisitions, afin de prendre en charge l'accroissement des produits tirés des services TELUS Santé et des services d'impartition des processus d'affaires, déduction faite de l'incidence des taux de change sur les établissements à l'étranger.

**BAIIA – secteur des services filaires**

(en millions de dollars, sauf les marges)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BAIIA	415	171	n.s.	1 675	1 323	26,6 %
Ajouter : coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA <sup>1</sup>	33	263	(87,5) %	60	358	(83,2) %
Ajouter (déduire) : pertes nettes et pertes liées à la participation (profits nets et bénéfice lié à la participation) découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	1	(3)	n.s.	(1)	(14)	92,9 %
BAIIA ajusté <sup>2</sup>	449	431	4,3 %	1 734	1 667	4,0 %
Marge du BAIIA (en %)	26,9	11,3	15,6 pts	28,0	22,5	5,5 pts
Marge du BAIIA ajusté <sup>3</sup> (en %)	29,1	28,5	0,6 pt	29,0	28,4	0,6 pt

- 1 Comprend une charge de rémunération remaniée de 235 millions de dollars comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.
- 2 Se reporter à la description fournie à la section « BAIIA », à la rubrique 3.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».
- 3 La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits d'exploitation. Le calcul des produits d'exploitation exclut les profits nets et le bénéfice lié à la participation ou les pertes nettes et les pertes liées à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières.

Le BAIIA du secteur des services filaires a augmenté de 244 millions de dollars, ou 142,7 %, au quatrième trimestre, et de 352 millions de dollars, ou 26,6 %, au cours de l'exercice complet 2017. Le BAIIA ajusté du secteur des services filaires s'est accru de 18 millions de dollars, ou 4,3 %, au quatrième trimestre de 2017, et de 67 millions de dollars, ou 4,0 %, au cours de l'exercice complet 2017, en raison de l'augmentation des marges liées aux services de transmission de données (y compris les services Internet, TELUS Santé et TELUS TV), ainsi que de la mise en œuvre de nos programmes d'optimisation des coûts, facteurs neutralisés en partie par la réduction continue des services de transmission de la voix existants et par un recul de l'apport des services d'impartition des processus d'affaires.

### 1.5 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et tendances

Se reporter à notre rapport de gestion annuel 2017 pour des renseignements concernant le sommaire des résultats trimestriels consolidés et pour une analyse des tendances.

### 1.6 Fiche d'évaluation des résultats (mesures clés du rendement)

En 2017, nous avons atteint trois de nos quatre objectifs révisés au chapitre des chiffres consolidés, sauf en ce qui concerne les dépenses d'investissement, après normalisation du BPA de base afin de tenir compte de la modification du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique. Nous avons annoncé nos objectifs initiaux le 9 février 2017. Le 11 mai 2017, nous avons annoncé des objectifs révisés afin de tenir compte de l'acquisition des abonnés aux services mobiles postpayés de MTS, de certains actifs liés au réseau de MTS et de magasins.

Nous avons atteint nos objectifs révisés au chapitre des produits consolidés, en raison principalement de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile découlant de la croissance des PMAA combinés et de l'accroissement du nombre d'abonnés aux services mobiles. De plus, nous avons enregistré une augmentation des produits tirés des services filaires de transmission de données attribuable à l'accroissement des services Internet et des services de transmission de données améliorés, à la croissance des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, compte tenu des acquisitions, et à l'augmentation des produits tirés des services TELUS Santé et TELUS TV, facteurs neutralisés en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants.

Nous avons atteint notre objectif révisé au chapitre du BAIIA consolidé excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Ce résultat est largement attribuable à l'accroissement des produits tirés des services de réseau mobile, ainsi qu'à la croissance des marges liées aux services de transmission de données.

Notre objectif révisé au chapitre de la croissance du BPA de base a été fondé sur un BPA de base établi à 2,44 \$ en 2016, ajusté de manière à exclure la charge de rémunération remaniée de 0,38 \$. Notre BPA de base s'est chiffré à 2,46 \$ pour l'exercice 2017; toutefois, ce résultat tient compte de l'incidence d'une augmentation de 0,05 \$ du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique comptabilisée au quatrième trimestre de 2017, lorsque la hausse du taux d'imposition a été quasi adoptée. L'objectif au chapitre du BPA de base pour l'exercice 2017 ne tenait pas compte de ce changement. En excluant cette incidence, notre BPA de base de 2,51 \$ se trouvait dans la fourchette cible.

Les dépenses d'investissement en 2017 ont excédé notre objectif initial et notre indication révisée, en raison de nos investissements continus dans l'infrastructure à large bande, y compris le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises à notre réseau à fibres optiques, ce qui permet également la prise en charge de la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G.

Les politiques financières liées à notre structure du capital et notre compte rendu du plan financier et du plan de gestion de la structure du capital sont décrits à la rubrique 4.3, « Situation de trésorerie et sources de financement », de notre rapport de gestion annuel 2017.

Le tableau suivant illustre le rendement de TELUS par rapport à nos objectifs initiaux ou révisés pour 2017 et présente également nos objectifs pour 2018. Nos objectifs, nos plans et nos hypothèses concernant 2018 constituent des énoncés prospectifs et ils doivent être lus en parallèle avec la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de la présente analyse par la direction des activités d'exploitation. (Se reporter également à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », de notre rapport de gestion annuel 2017.)

**Fiche d'évaluation**

	Rendement pour 2017			Objectifs pour 2018 et croissance <sup>5</sup>
	Objectifs initiaux ou révisés <sup>3</sup> et croissance	Résultats réels et croissance	Résultat	
<b>Chiffres consolidés</b>				
Produits	13,180 G\$ à 13,310 G\$ <sup>3a</sup> 3,0 % à 4,0 %	<b>13,304 G\$</b> <b>3,9 %</b>	✓	<b>13,835 G\$ à 14,100 G\$</b> <b>4 % à 6 %</b>
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts <sup>1</sup>	4,875 G\$ à 5,040 G\$ <sup>3b</sup> 3,5 % à 7,0 %	<b>4,913 G\$</b> <b>4,4 %</b>	✓	—
BAlIA ajusté	—	<b>4,891 G\$</b>	—	<b>5,105 G\$ à 5,230 G\$</b> <b>4 % à 7 %</b>
BPA de base <sup>2</sup>	2,49 \$ à 2,66 \$ <sup>3c</sup> 2,0 % à 9,0 %	<b>2,51 \$<sup>4</sup></b> <b>2,9 %<sup>4</sup></b>	✓	<b>2,53 \$ à 2,68 \$</b> <b>3 % à 9 %<sup>6</sup></b>
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	Environ 3,0 G\$ <sup>3d</sup>	<b>3,094 G\$</b>	X	<b>Environ 2,85 G\$</b>

Objectif atteint ✓; Objectif non atteint X.

- Se reporter à la description présentée à la rubrique 3.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».
- L'objectif initial et l'objectif révisé au chapitre de la croissance du BPA de base ont été fondés sur le BPA de base établi à 2,44 \$ en 2016, ajusté de manière à exclure la charge de rémunération remaniée de 0,38 \$.
- Reflète les objectifs révisés pour 2017 annoncés le 11 mai 2017, de manière à tenir compte de l'acquisition des abonnés aux services mobiles postpayés de Manitoba Telecom Services, de certains actifs liés au réseau et de magasins. Les objectifs initiaux pour l'exercice 2017 ont été établis le 9 février 2017.
  - L'objectif initial au chapitre des produits consolidés était de 13,120 milliards de dollars à 13,250 milliards de dollars, ou une hausse de 2,5 % à 3,5 %.
  - L'objectif initial au chapitre du BAlIA consolidé excluant les coûts de restructuration et autres coûts était de 4,850 milliards de dollars à 4,995 milliards de dollars, ou une hausse de 3,0 % à 6,0 %.
  - L'objectif initial au chapitre du BPA de base était de 2,49 \$ à 2,64 \$, ou une hausse de 2,0 % à 8,0 %.
  - L'objectif initial au chapitre des dépenses d'investissement était de 2,9 milliards de dollars.
- Notre BPA de base pour l'exercice 2017 tenait compte de l'incidence d'une augmentation du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique de 0,05 \$, qui n'a pas été prise en compte dans l'objectif initial. En excluant cette incidence, notre BPA de base de 2,51 \$ se trouvait dans la fourchette cible.
- Les objectifs ne tiennent pas compte de certains faits nouveaux concernant les méthodes comptables, y compris l'adoption d'IFRS 9, *Instruments financiers*, et d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*.
- La croissance du BPA de base pour l'exercice 2018 est basée sur le BPA de base de 2,46 \$ présenté pour l'exercice 2017.

Nous avons formulé les principales hypothèses suivantes lorsque nous avons annoncé les objectifs pour 2017, en février 2017.

### Hypothèses relatives aux objectifs pour 2017 et résultats

- Nos estimations concernant l'économie sont basées sur une combinaison d'estimations formulées par des banques canadiennes et d'autres sources. Nos estimations initiales pour 2017 étaient les suivantes : i) croissance accrue de l'économie au Canada de 1,8 %, en hausse par rapport à un taux de croissance estimé de 1,2 % en 2016; ii) en ce qui concerne les provinces de l'ouest du Canada où nous sommes l'entreprise de service local titulaire, taux de croissance de l'économie en Colombie-Britannique de 2,3 %, en baisse par rapport à un taux estimé de 2,9 % en 2016, et taux de croissance de l'économie en Alberta de 1,0 % à 2,0 %, par rapport à une contraction estimée de 2,4 % en 2016.

Dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2017, nous avons révisé nos hypothèses concernant la croissance de l'économie en 2017 comme suit : croissance estimée de l'économie de 2,2 % au Canada et de 2,4 % en Alberta. Dans notre rapport de gestion du troisième trimestre de 2017, nous avons de nouveau révisé nos hypothèses concernant la croissance de l'économie en 2017 comme suit : croissance de l'économie de 3,0 % au Canada, de 3,2 % en Colombie-Britannique et de 3,5 % en Alberta.

Nous estimons que la croissance de l'économie en 2017 s'est élevée à 3,1 % au Canada, à 3,4 % en Colombie-Britannique et à 3,9 % en Alberta.

- Notre hypothèse initiale concernant l'impôt sur le résultat tenait compte d'un impôt sur le résultat calculé selon le taux d'imposition prévu par la loi applicable de 26,4 % à 26,9 % et des paiements d'impôt en trésorerie de 300 millions de dollars à 360 millions de dollars. Dans notre rapport de gestion du troisième trimestre de 2017, nous avons révisé à la baisse notre hypothèse concernant les paiements d'impôt en trésorerie afin qu'elle se situe entre 170 millions de dollars et 230 millions de dollars, en raison d'une réorganisation visant à simplifier notre structure juridique de manière à réaliser des économies et à rationaliser les processus, ce qui a également eu une incidence sur le calendrier des paiements d'impôt en trésorerie. Nos résultats réels sont les suivants : le taux d'imposition prévu par la loi s'est établi à 26,6 %, et les paiements d'impôt en trésorerie, à 191 millions de dollars.
- Notre hypothèse concernant les coûts de restructuration et autres coûts se chiffrait à environ 125 millions de dollars. Le montant réel comptabilisé au titre des coûts de restructuration et autres coûts s'est élevé à 139 millions de dollars à l'exercice 2017, en raison de la hausse des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre tenant à la migration des abonnés de MTS et à la prestation de services à ces abonnés.
- Notre hypothèse prévoyait une dépréciation continue du taux de change moyen du dollar canadien : le taux de change par rapport au dollar américain s'est établi à 0,755 \$ US en 2016. Le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est apprécié pour s'établir à 0,77 \$ US au cours de 2017, et il était de 0,80 \$ US au 31 décembre 2017.

#### Hypothèses confirmées :

- Aucune décision réglementaire ni aucune mesure gouvernementale défavorables importantes.
- Poursuite de la concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs.
- Hausse de la pénétration du marché des services mobiles au Canada.
- Adoption et échange continus, par les abonnés, de téléphones intelligents à forte concentration de données, en raison du fait que les clients désirent une connectivité mobile accrue à Internet.
- Croissance des produits tirés des services mobiles découlant de la croissance des mises en service des abonnés aux services postpayés et des PMAA combinés.
- Croissance continue des produits tirés des services filaires de transmission de données, qui découle de l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et au service TELUS TV, de l'augmentation des vitesses et de l'élargissement de l'infrastructure à large bande, ainsi que des solutions liées aux services d'impartition des processus d'affaires et des solutions en santé.
- Maintien de l'attention que nous prêtons à nos initiatives accordant la priorité aux clients et de la probabilité que nos clients recommandent nos produits et services.
- Régimes de retraite : charge au titre des régimes de retraite à prestations définies se composant d'un montant d'environ 83 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel et d'un montant d'environ 5 millions de dollars comptabilisé dans les coûts de financement relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel; taux de 3,80 % au titre de l'actualisation de l'obligation (3,80 % en 2016), et taux de 4,00 % aux fins de la comptabilisation du coût des services rendus au cours de la période au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel (4,00 % en 2016); montant d'environ 65 millions de dollars aux fins de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies. Les résultats réels sont les suivants : montant de 82 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel, montant de 5 millions de dollars comptabilisé relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel, taux de 3,40 % au titre de l'actualisation de l'obligation, taux de 4,00 % aux fins de la comptabilisation du coût des services rendus au cours de la période au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel, et montant de 66 millions de dollars aux fins de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies.
- Investissements accrus dans l'infrastructure à large bande, y compris la mise à niveau et l'élargissement de notre réseau à fibres optiques, ainsi que dans la capacité du réseau 4G LTE, et investissements dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.

## 1.7 Objectifs financiers et opérationnels pour 2018

Pour 2018, nous prévoyons une croissance des produits consolidés de 13,385 milliards de dollars à 14,100 milliards de dollars, ou d'environ 4 % à 6 %. La croissance des produits devrait découler de l'apport supplémentaire des produits tirés des services de réseau mobile qui reflète la croissance soutenue du nombre d'abonnés et des PMAA, conjuguée à la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données, y compris les acquisitions.

Nous prévoyons un BAIIA ajusté consolidé de 5,105 milliards de dollars à 5,230 milliards de dollars, soit une croissance d'environ 4 % à 7 % attribuable à une plus grande augmentation des produits tirés des services de réseau mobile, à l'amélioration des marges découlant des services de transmission de données mobiles et filaires et aux économies provenant des initiatives continues d'optimisation des coûts et d'efficacité. Les frais d'acquisition et de fidélisation pour le secteur des services mobiles devraient demeurer élevés en raison de la demande soutenue à l'égard de téléphones intelligents plus coûteux et de l'intensification de la concurrence.

Nous prévoyons un BPA de base de 2,53 \$ à 2,68 \$, soit une augmentation d'environ 3 % à 9 % par rapport au BPA de base de 2,46 \$ présenté en 2017. Cette hausse découle principalement de la croissance du BAIIA, en partie contrebalancée par la hausse des amortissements qui reflète les investissements importants que nous avons faits au cours des dernières années, y compris dans nos réseaux à large bande, et par les récentes acquisitions, ainsi que la hausse des charges d'intérêts, notamment celles liées aux régimes de retraite.

Les dépenses d'investissement consolidées pour 2018, en excluant l'acquisition de licences de spectre, devraient s'établir à environ 2,85 milliards de dollars. En 2018, nous prévoyons poursuivre le branchement d'un plus grand nombre de foyers et d'entreprises directement à notre réseau à fibres optiques, en vue de prendre en charge la croissance soutenue du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK et l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à large bande. Les investissements dans la fibre permettent également la prise en charge continue de la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G. Nous prévoyons continuer d'investir dans l'élargissement et la mise à niveau du réseau 4G LTE, et nous comptons également investir dans des initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, et dans la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants.

Les politiques financières liées à notre structure du capital et les objectifs financiers à long terme sont décrits à la rubrique 4.3, « Situation de trésorerie et sources de financement », de notre rapport de gestion annuel 2017.

L'atteinte de nos objectifs pour 2018 est assujettie à des risques et incertitudes dont il est fait mention dans la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* et dans notre rapport de gestion annuel 2017, déposé le 8 février 2018. Les objectifs de 2018 sont basés sur un grand nombre d'hypothèses, dont les suivantes :

### Hypothèses relatives aux objectifs pour 2018

- Croissance légèrement plus faible de l'économie au Canada en 2018, le taux de croissance estimé étant de 2,2 % (3,1 % en 2017). En ce qui concerne les provinces de l'ouest du Canada où nous sommes l'entreprise de service local titulaire (l'« ESLT »), le taux de croissance estimé de l'économie en Colombie-Britannique sera de 2,5 % en 2018 (3,4 % en 2017), et le taux de croissance de l'économie en Alberta sera de 2,4 % en 2018 (3,9 % en 2017).
- Aucune décision réglementaire ni aucune mesure gouvernementale défavorables importantes.
- Poursuite de la concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs.
- Hausse de la pénétration du marché des services mobiles au Canada.
- Adoption et échange continus, par les abonnés, de téléphones intelligents à forte concentration de données, en raison du fait que les clients désirent une connectivité mobile accrue à Internet.
- Croissance des produits tirés des services mobiles découlant de la croissance des mises en service des abonnés aux services postpayés et des PMAA combinés.
- Pressions continues sur les frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés des services mobiles, qui varieront en fonction du nombre brut de mises en service et du volume des renouvellements par les clients, de l'intensification de la concurrence et des préférences des clients.
- Croissance continue des produits tirés des services filaires de transmission de données, qui découle de l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et au service TELUS TV, de l'augmentation des vitesses et de l'élargissement de l'infrastructure à large bande, ainsi que de la croissance des services d'impartition des processus d'affaires et des solutions en santé.



- Baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix en raison du remplacement de la technologie et de l'utilisation accrue de forfaits interurbains ainsi que de la réduction des volumes des services de gros.
- Maintien de l'attention que nous prêtons à nos initiatives accordant la priorité aux clients et de la probabilité que nos clients recommandent nos produits et services.
- Régimes de retraite à prestations définies du personnel : charge au titre des régimes de retraite d'un montant d'environ 97 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel et d'un montant d'environ 14 millions de dollars comptabilisé dans les coûts de financement relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel; taux de 3,40 % au titre de l'actualisation de l'obligation, et taux de 3,50 % aux fins de la comptabilisation du coût des services rendus au cours de la période au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel; montant d'environ 50 millions de dollars au titre de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies.
- Coûts de restructuration et autres coûts d'environ 135 millions de dollars au titre des initiatives d'efficacité opérationnelle, et initiatives au chapitre de l'amélioration des marges visant à atténuer les pressions liées à l'intensification de la concurrence, du remplacement de la technologie, de la retarifcation de nos services, de la croissance du nombre d'abonnés et de la hausse des frais de fidélisation, ainsi que des coûts d'intégration relatifs à la clientèle découlant de l'acquisition d'une entreprise de services de sécurité résidentielle.
- Impôt sur le résultat : impôt sur le résultat calculé selon le taux d'imposition prévu par la loi applicable de 26,7 % à 27,3 % et paiements d'impôt en trésorerie d'environ 170 millions de dollars à 230 millions de dollars (191 millions de dollars en 2017). Les paiements d'impôt en trésorerie devraient demeurer relativement inchangés par rapport à 2017.
- Investissements supplémentaires dans l'infrastructure à large bande alors que nous avons presque atteint 50 % de notre cible au chapitre de la couverture, y compris l'élargissement de notre réseau à fibres optiques, ainsi que dans l'accroissement de la capacité et la mise à niveau du réseau 4G LTE, de même que des investissements dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.
- Aucune enchère concernant le spectre pour les services sans fil n'est prévue en 2018.
- Stabilisation du taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain (0,77 \$ US en 2017).
- Les objectifs pour 2018 ne tiennent pas compte de l'incidence de certains faits nouveaux concernant les méthodes comptables, y compris l'adoption d'IFRS 9, *Instruments financiers*, et d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Se reporter à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », du rapport de gestion annuel 2017.

## 2. Analyse des résultats concernant les flux de trésorerie

Se reporter au rapport de gestion annuel 2017 pour une analyse détaillée des sujets suivants : i) la situation de trésorerie et les sources de financement; ii) les facilités de crédit; iii) la vente de créances clients; iv) les notations du crédit; v) les instruments financiers, engagements et passifs éventuels; vi) l'information sur les actions en circulation; et vii) les transactions entre parties liées.

### 2.1 Aperçu des résultats concernant les flux de trésorerie

Les politiques financières liées à notre structure du capital, notre plan financier et notre compte rendu du plan financier et du plan de gestion de la structure du capital sont décrits à la rubrique 4.3, « *Situation de trésorerie et sources de financement* », de notre rapport de gestion annuel 2017.

#### Flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les			Exercices clos les		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Entrées liées aux activités d'exploitation	979	732	247	3 947	3 219	728
Sorties liées aux activités d'investissement	(734)	(848)	114	(3 643)	(2 923)	(720)
(Sorties) entrées liées aux activités de financement	(224)	138	(362)	(227)	(87)	(140)
Augmentation de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	21	22	(1)	77	209	(132)
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	488	410	78	432	223	209
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	509	432	77	509	432	77

## 2.2 Entrées liées aux activités d'exploitation

### Analyse des entrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BAlIA (se reporter à la rubrique 1.3, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 1.4, « Secteur des services filaires »)	1 123	769	354	4 774	4 229	545
Coûts de restructuration et autres coûts, déduction faite des décaissements	(18)	51	(69)	(21)	24	(45)
Charges au titre des régimes à prestations définies du personnel, déduction faite des cotisations de l'employeur	6	8	(2)	15	22	(7)
Charge de rémunération fondée sur des actions, déduction faite des paiements	(44)	(67)	23	17	(2)	19
Intérêts payés, déduction faite des intérêts reçus	(121)	(120)	(1)	(532)	(506)	(26)
Paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	8	(29)	37	(191)	(600)	409
Autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	25	120	(95)	(115)	52	(167)
<b>Entrées liées aux activités d'exploitation</b>	<b>979</b>	<b>732</b>	<b>247</b>	<b>3 947</b>	<b>3 219</b>	<b>728</b>

- Les décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts, ont augmenté au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2017, en raison de la hausse des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre, y compris ceux liés à la migration des abonnés de MTS et à la prestation de services à ces abonnés.
- Les paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues, ont diminué au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2017. Ces résultats reflètent la réorganisation de notre structure juridique, qui a eu une incidence sur le calendrier des paiements d'impôt en trésorerie. Se reporter à « Hypothèses relatives aux objectifs pour 2017 et résultats », à la rubrique 1.6, pour de plus amples renseignements.
- Pour une analyse des autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation, se reporter à la rubrique 6, « Évolution de la situation financière », de notre rapport de gestion annuel 2017, ainsi qu'à la note 31 a) des états financiers consolidés de 2017.

## 2.3 Sorties liées aux activités d'investissement

### Sorties liées aux activités d'investissement

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(737)	(781)	44	(3 081)	(2 752)	(329)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	—	—	—	—	(145)	145
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions, montant net	(4)	(74)	70	(564)	(90)	(474)
Avances et apports aux coentreprises immobilières	(7)	(5)	(2)	(26)	(33)	7
Sommes reçues des coentreprises immobilières	—	12	(12)	18	103	(85)
Produit des cessions et autres	14	—	14	10	(6)	16
<b>Sorties liées aux activités d'investissement</b>	<b>(734)</b>	<b>(848)</b>	<b>114</b>	<b>(3 643)</b>	<b>(2 923)</b>	<b>(720)</b>

- La diminution des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre, pour le quatrième trimestre, et l'augmentation des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre, en 2017, tiennent à ce qui suit :
  - La diminution des dépenses d'investissement de 55 millions de dollars au cours du trimestre et l'augmentation de 126 millions de dollars au cours de l'exercice complet (se reporter au tableau « Mesures des dépenses d'investissement » et à l'analyse ci-dessous).
  - La hausse des paiements relatifs aux dépenses d'investissement tenant au moment auquel les paiements ont été effectués, les créateurs et charges à payer connexes ayant diminué de 66 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017 et de 258 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017.

- Pour l'exercice complet 2017, aucun paiement en trésorerie au titre de l'acquisition des licences de spectre n'a été effectué, par rapport à 2016, où nous avons effectué des paiements aux fins de l'échange approuvé de licences de spectre.
- Au quatrième trimestre de 2017, nous avons effectué des paiements en trésorerie au titre d'une acquisition non significative qui complète nos secteurs d'activité existants. Au cours de l'exercice complet 2017, nous avons effectué des paiements en trésorerie au titre de l'acquisition de plusieurs entreprises, y compris MTS, Kroll Computer Systems Inc. et Voxpro Limited, comme il est décrit à la *rubrique 1.3, « Faits saillants de 2017 »*, du rapport de gestion annuel de 2017.
- Les sommes reçues des coentreprises immobilières, déduction faite des avances versées au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2016, découlent principalement du remboursement au titre du financement des travaux de construction de la coentreprise immobilière Jardin TELUS, l'immeuble Jardin TELUS ayant ouvert ses portes en septembre 2015.

#### Mesures des dépenses d'investissement

(en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité du capital)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
<b>Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre et les transactions non monétaires)<sup>1</sup></b>						
Secteur des services mobiles	233	249	(6,4) %	978	982	(0,4) %
Secteur des services filaires	506	545	(7,2) %	2 116	1 986	6,5 %
Données consolidées	739	794	(6,9) %	3 094	2 968	4,2 %
Intensité du capital du secteur des services mobiles (en %)	12	13	(1) pt	13	14	(1) pt
Intensité du capital du secteur des services filaires (en %)	33	36	(3) pts	35	34	1 pt
Intensité du capital consolidé <sup>2</sup> (en %)	21	24	(3) pts	23	23	— pt

1 Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

2 Se reporter à description à la *rubrique 3.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières »*.

Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont diminué de 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, en raison des coûts engagés au quatrième trimestre de 2016 aux fins de la mise à niveau de notre réseau d'accès radioélectrique en Ontario et au Québec, laquelle a été achevée au deuxième trimestre de 2017. Les dépenses d'investissement du secteur des services mobiles ont diminué de 4 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison de la réduction progressive du déploiement du spectre aux fins des services d'accès à Internet haute vitesse sur le réseau LTE. Cette baisse a été neutralisée en partie par des investissements continus dans notre réseau à fibres optiques afin de prendre en charge la technologie des petites cellules et ainsi améliorer la couverture, la capacité et les liaisons terrestres et nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G. Nous avons également effectué des investissements au Manitoba dans le but d'accroître la couverture, les vitesses et la capacité afin d'améliorer considérablement l'expérience client et de prendre en charge l'acquisition des abonnés, des magasins et du réseau de MTS. Également en 2017, les coûts au titre de la mise hors service de notre réseau AMRC existant et l'amortissement cumulé se sont chiffrés à environ 1 milliard de dollars.

Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont diminué de 39 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017, les acquisitions de matériel aux fins des services TELUS TV ayant été effectuées au quatrième trimestre de 2016, plutôt qu'en 2017. Les dépenses d'investissement du secteur des services filaires ont augmenté de 130 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2017, en raison des investissements continus dans notre infrastructure à large bande, incluant le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises à notre réseau à fibres optiques, ainsi que des investissements visant à assurer la fiabilité des systèmes de même que l'efficacité et l'efficacité opérationnelles. Ces investissements soutiennent la croissance du nombre d'abonnés aux services Internet haute vitesse et aux services TELUS TV, ainsi que la demande de nos clients concernant des vitesses de service Internet plus élevées, et accroissent la portée et la fonctionnalité de nos solutions d'affaires et de nos solutions en santé. L'augmentation au cours de l'exercice tient également aux activités visant à préparer TELUS TV en prévision du déploiement, ainsi qu'aux investissements accrus dans les Solutions d'affaires de manière à améliorer notre gamme de solutions Internet géré, de réseau privé virtuel et de réseau étendu ainsi que nos solutions infonuagiques. Nous avons également mis à niveau l'infrastructure des services TELUS Santé.



- Une diminution nette des prélèvements sur la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc. de 21 millions de dollars (20 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis) (22 millions de dollars US). Au 31 décembre 2016, les prélèvements nets se chiffraient à 340 millions de dollars (332 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis), montant qui est intégralement libellé en dollars américains (253 millions de dollars US). Au 30 septembre 2016, les prélèvements nets se chiffraient à 361 millions de dollars (352 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis), montant qui est intégralement libellé en dollars américains (275 millions de dollars US).

Au cours de l'exercice complet 2017, les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, se sont élevées à 865 millions de dollars, en baisse de 18 millions de dollars, et se composaient principalement de ce qui suit :

- Une augmentation nette du papier commercial de 527 millions de dollars, compte tenu de l'incidence des taux de change.
- Une augmentation des prélèvements nets sur la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc. de 6 millions de dollars (7 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis) (23 millions de dollars US).
- En mars 2017, nous avons émis des billets de premier rang non garantis à 3,70 % d'un montant de 500 millions de dollars US, échéant le 15 septembre 2027, ainsi que des billets de premier rang non garantis à 4,70 % d'un montant de 325 millions de dollars échéant le 6 mars 2048. En ce qui concerne l'émission de billets libellés en dollars américains, nous avons entièrement couvert le montant en capital et les obligations au titre des intérêts contre les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain pour toute la durée des billets en recourant à des dérivés de change (des swaps de devises). Ces dérivés ont effectivement servi à convertir les paiements en capital et les obligations au titre des intérêts en obligations libellées en dollars canadiens relativement auxquelles le taux d'intérêt fixe effectif est de 3,41 %, et le montant émis et en circulation effectif est de 667 millions de dollars (reflétant un taux de change fixe de 1,3348 \$).
- Le remboursement de billets de série CD d'un montant de 700 millions de dollars en mars 2017.

En comparaison, au cours de l'exercice complet 2016, les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, se sont établies à 883 millions de dollars et se composaient de ce qui suit :

- Une augmentation nette du papier commercial, compte tenu de l'incidence des taux de change, de 357 millions de dollars, comparativement à un solde de 256 millions de dollars (185 millions de dollars US) au 31 décembre 2015.
- Des prélèvements nets sur la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc. de 340 millions de dollars (332 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis) (253 millions de dollars US).
- L'émission en septembre 2016, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, de billets de premier rang non garantis à 2,80 % d'un montant de 600 millions de dollars US échéant le 16 février 2027.
- Le remboursement, en mai 2016, d'une tranche de 600 millions de dollars des billets de série CI.

La durée moyenne à l'échéance de notre dette à long terme [excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc.] était d'environ 10,7 ans au 31 décembre 2017, en hausse comparativement à environ 10,4 ans au 31 décembre 2016. De plus, le coût moyen pondéré de la dette à long terme [excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc.] était de 4,18 % au 31 décembre 2017, par rapport à 4,22 % au 31 décembre 2016.

#### **Émission d'actions par une filiale aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle**

En juin 2016, nous avons annoncé la conclusion d'une entente en vertu de laquelle une filiale a émis des actions à Baring Private Equity Asia, qui a acquis une participation ne donnant pas le contrôle de 35 % dans TELUS International (Cda) Inc. Le produit en trésorerie, déduction faite des coûts d'émission, s'est établi à 294 millions de dollars au 31 décembre 2016. Aucune activité comparable n'a eu lieu au quatrième trimestre de 2017 ou au cours de l'exercice complet 2017.

### 3. Définitions et rapprochements

#### 3.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet. Nous avons recours à ces mesures pour évaluer le rendement de TELUS, et aussi pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables.

**Bénéfice net ajusté et bénéfice par action de base ajusté :** Ces mesures servent à évaluer le rendement consolidé et ne tiennent pas compte des éléments qui pourraient occulter les tendances sous-jacentes concernant le rendement. Ces mesures ne doivent pas être substituées au bénéfice net et au bénéfice par action de base pour évaluer le rendement de TELUS. Les éléments qui pourraient, selon la direction, occulter les tendances sous-jacentes concernant le rendement comprennent les profits ou les pertes importants liés aux participations dans les coentreprises d'aménagement immobilier, les profits liés à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, les coûts de restructuration et autres coûts, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme (le cas échéant), les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, les mises hors service d'immobilisations liées aux activités de restructuration, ainsi que les profits découlant des regroupements d'entreprises. (Se reporter au tableau « *Analyse du bénéfice net* » et au tableau « *Analyse du BPA de base* », à la rubrique 1.2.)

**Intensité du capital :** Cette mesure est calculée comme les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) divisées par le total des produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

**Ratio de distribution :** Il s'agit d'une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers, divisé par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires. Le dénominateur applicable aux exercices est le bénéfice par action de base annuel. Notre fourchette cible est un ratio de distribution annuel sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, qui représente 65 % à 75 % des bénéfices par action prévisibles, sur une base prospective.

##### Calcul du ratio de distribution

Exercices clos les 31 décembre (en dollars)	2017	2016
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire	1,97	1,84
Dénominateur – Bénéfice net par action ordinaire	2,46	2,06
<b>Ratio (en %)</b>	<b>80</b>	<b>89</b>

**Ratio de distribution du bénéfice net ajusté :** Ce ratio est une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers, divisé par le bénéfice net ajusté par action. Le bénéfice net ajusté par action représente le bénéfice par action de base, tel qu'il est utilisé aux fins du calcul du **ratio de distribution**, ajusté de manière à ne pas tenir compte du profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, des provisions au titre des regroupements d'entreprises, de la charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis (la « rémunération remaniée »), de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme (le cas échéant), et des ajustements liés à l'impôt.

##### Calcul du ratio de distribution du bénéfice net ajusté

Exercices clos les 31 décembre (en dollars)	2017	2016
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire	1,97	1,84
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars) :		
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 460	1 223
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt sur le résultat	(1)	(16)
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt sur le résultat	—	(13)
Provisions au titre des regroupements d'entreprises, après impôt sur le résultat	(22)	15
Ajouter : charge de rémunération remaniée, après impôt sur le résultat	—	224
Ajouter : ajustements défavorables nets (déduire : ajustements favorables nets) liés à l'impôt sur le résultat	21	(17)
	<b>1 458</b>	<b>1 416</b>
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action ordinaire	2,46	2,39
<b>Ratio ajusté (en %)</b>	<b>80</b>	<b>77</b>

**BAIIA** (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) : Nous avons publié des indications et présentons le BAIIA parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer le rendement consolidé. Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Le BAIIA tel qu'il est calculé par TELUS correspond aux produits d'exploitation moins les montants inscrits aux postes « Achat de biens et services » et « Charge au titre des avantages du personnel ».

Nous calculons le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts, car il constitue une composante du **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** et du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclurait les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; selon nous, ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes.

#### Rapprochement du BAIIA

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
<b>Bénéfice net</b>	<b>282</b>	87	<b>1 479</b>	1 236
Coûts de financement	<b>144</b>	134	<b>573</b>	520
Impôt sur le résultat	<b>133</b>	15	<b>553</b>	426
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>414</b>	406	<b>1 617</b>	1 564
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>150</b>	127	<b>552</b>	483
<b>BAIIA</b>	<b>1 123</b>	769	<b>4 774</b>	4 229
Ajouter : coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA <sup>1</sup>	<b>60</b>	348	<b>139</b>	479
<b>BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts</b>	<b>1 183</b>	1 117	<b>4 913</b>	4 708
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	—	(15)
Ajouter (déduire) : pertes nettes et pertes liées à la participation (profits nets et bénéfice lié à la participation) découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	<b>2</b>	(7)	<b>(1)</b>	(26)
Déduire : recouvrement net lié à MTS	<b>(21)</b>	—	<b>(21)</b>	—
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>1 164</b>	1 110	<b>4 891</b>	4 667

1 Comprend une charge de rémunération remaniée de 305 millions de dollars comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.

**Flux de trésorerie disponibles** : Nous présentons cette mesure comme un indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie. Ils excluent les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs), le produit tiré des actifs cédés ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie. Ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses d'investissement (excluant les acquisitions de licences de spectre) et qui peuvent notamment être utilisés pour payer les dividendes, rembourser la dette, racheter des actions ou effectuer d'autres investissements. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être complétés de temps à autre par le produit tiré des actifs cédés ou par les activités de financement.

**Calcul des flux de trésorerie disponibles**

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
<b>BAIIA</b>	<b>1 123</b>	769	<b>4 774</b>	4 229
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	—	(15)
Ajouter (déduire) : pertes nettes et pertes liées à la participation (profits nets et bénéfice lié à la participation) découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	2	(7)	(1)	(26)
Déduire : profits sans effet sur la trésorerie découlant de la vente d'immobilisations corporelles	(4)	(2)	(7)	(17)
Coûts de restructuration et autres coûts, déduction faite des décaissements	43	51	(21)	24
Éléments des tableaux consolidés des flux de trésorerie :				
Rémunération fondée sur des actions	(44)	(67)	17	(2)
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	21	26	82	93
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(15)	(18)	(67)	(71)
Intérêts versés	(126)	(123)	(539)	(510)
Intérêts reçus	5	3	7	4
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(739)	(794)	(3 094)	(2 968)
Autres	—	—	6	—
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	266	(162)	1 157	741
Impôt sur le résultat reçu, déduction faite des remboursements payés (impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus)	8	(29)	(191)	(600)
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>274</b>	(191)	<b>966</b>	141

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon notre définition et des entrées liées aux activités d'exploitation.

**Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des entrées liées aux activités d'exploitation**

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>274</b>	(191)	<b>966</b>	141
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	739	794	3 094	2 968
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités d'exploitation	(34)	129	(113)	110
<b>Entrées liées aux activités d'exploitation</b>	<b>979</b>	732	<b>3 947</b>	3 219

**Dette nette** : Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des emprunts à court terme et des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couverts par la trésorerie et les placements temporaires disponibles. La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. La dette nette est un élément du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

**Calcul de la dette nette**

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	2017	2016
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	13 660	12 931
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	73	67
Passifs (actifs) dérivés, montant net	93	20
Cumul des autres éléments du résultat global découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change associés aux titres de créance à long terme libellés en dollars américains (excluant les incidences fiscales)	5	(34)
Trésorerie et placements temporaires	(509)	(432)
Emprunts à court terme	100	100
<b>Dette nette</b>	<b>13 422</b>	12 652

**Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** : Cette mesure est définie comme la dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio est de 2,00 à 2,50 fois. Cette mesure est analogue au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit.

**Coûts de restructuration et autres coûts** : Afin de réduire nos coûts permanents, nous engageons des coûts de restructuration supplémentaires connexes non récurrents. Il est également possible que nous engagions des charges inhabituelles, qui sont comprises dans les autres coûts, lorsque nous apportons des changements



importants ou structurels à nos modèles d'affaires ou à nos modèles d'exploitation. Les autres coûts comprennent également les coûts externes supplémentaires engagés relativement aux acquisitions ou cessions d'entreprises, ainsi que les coûts liés aux litiges, dans le cas de pertes ou de règlements importants.

Au quatrième trimestre de 2016, nous avons versé à la quasi-totalité des membres du personnel syndiqués et non syndiqués actuels situés au Canada des paiements forfaitaires au titre de la rémunération remaniée, et nous avons comptabilisé une charge au titre de cette rémunération dans les autres coûts.

#### Composantes des coûts de restructuration et autres coûts

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Achat de biens et services	45	23	103	62
Charge au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	15	325	36	417
<b>Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA</b>	<b>60</b>	<b>348</b>	<b>139</b>	<b>479</b>

1 Comprend une charge de rémunération remaniée de 305 millions de dollars comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.

### 3.2 Indicateurs opérationnels

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications offrant des services mobiles et des services filaires. Elles n'ont cependant pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB.

**Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels** Nombre concernant les abonnés des services mobiles, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période.

**Taux de désabonnement, par mois** Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés de TELUS ou des services mobiles prépayés de Koodo<sup>MD</sup> ou de Public Mobile est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

**Appareil d'abonné des services mobiles (« abonné »)** Unité génératrice de produits tirés des services mobiles active et récurrente (p. ex., un téléphone mobile, une tablette ou une clé Internet mobile) dotée d'un numéro d'identité d'abonné unique (numéro SIM ou IMEI). De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque appareil aux fins de la facturation ou des services de soutien. Les appareils d'abonnés excluent les appareils offrant les services machine à machine (« Màm ») (un sous-ensemble de l'Internet des objets) tels que ceux utilisés pour effectuer le suivi des biens, les systèmes de contrôle à distance et les compteurs, les distributeurs automatiques et les guichets automatiques sans fil.

**Nombre d'abonnés des services filaires** Unité génératrice de produits active et récurrente, qui a accès aux services autonomes, y compris l'accès fixe à Internet, TELUS TV et les lignes résidentielles d'accès au réseau. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque service aux fins de la facturation ou des services de soutien. Le nombre d'abonnés présentés ne tient pas compte des lignes d'affaires d'accès au réseau, car le remplacement des lignes utilisées pour les services de transmission de la voix par les services IP a entraîné des pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau sans qu'aucune baisse similaire des produits soit observée, en raison de la pertinence réduite de ces lignes d'affaires d'accès au réseau en tant qu'indicateur de rendement clé.

# Comptes consolidés de résultat et de résultat global

Périodes closes les 31 décembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres		Exercices	
	2017	2016	2017	2016
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Services	3 186 \$	3 079 \$	12 478 \$	12 000 \$
Équipement	217	209	724	725
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 403	3 288	13 202	12 725
Autres produits d'exploitation	64	17	102	74
	3 467	3 305	13 304	12 799
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achat de biens et services	1 658	1 574	5 935	5 631
Charge au titre des avantages du personnel	686	962	2 595	2 939
Amortissement des immobilisations corporelles	414	406	1 617	1 564
Amortissement des immobilisations incorporelles	150	127	552	483
	2 908	3 069	10 699	10 617
<b>BÉNÉFICE D'EXPLOITATION</b>	559	236	2 605	2 182
Coûts de financement	144	134	573	520
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔT</b>	415	102	2 032	1 662
Impôt sur le résultat	133	15	553	426
<b>BÉNÉFICE NET</b>	282	87	1 479	1 236
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>				
<b>Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat</b>				
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(3)	(7)	19	(20)
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	7	1	5	5
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	(9)	1	(11)	—
	(5)	(5)	13	(15)
<b>Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat</b>				
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	(236)	(167)	(172)	—
	(241)	(172)	(159)	(15)
<b>BÉNÉFICE GLOBAL (PERTE GLOBALE)</b>	41 \$	(85) \$	1 320 \$	1 221 \$
<b>BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE :</b>				
Aux actions ordinaires	281 \$	81 \$	1 460 \$	1 223 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1	6	19	13
	282 \$	87 \$	1 479 \$	1 236 \$
<b>BÉNÉFICE GLOBAL (PERTE GLOBALE) ATTRIBUABLE :</b>				
Aux actions ordinaires	37 \$	(92) \$	1 297 \$	1 206 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle	4	7	23	15
	41 \$	(85) \$	1 320 \$	1 221 \$
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE</b>				
De base	0,47 \$	0,14 \$	2,46 \$	2,06 \$
Dilué	0,47 \$	0,14 \$	2,46 \$	2,06 \$
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION</b>				
De base	595	591	593	592
Dilué	595	592	593	593

# États consolidés de la situation financière

Aux 31 décembre (en millions)	2017	2016
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	509 \$	432 \$
Débiteurs	1 623	1 471
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	96	9
Stocks	378	318
Charges payées d'avance	260	233
Actifs dérivés courants	18	11
	<b>2 884</b>	<b>2 474</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Immobilisations corporelles, montant net	11 368	10 464
Immobilisations incorporelles, montant net	10 658	10 364
Goodwill, montant net	4 217	3 787
Autres actifs non courants	421	640
	<b>26 664</b>	<b>25 255</b>
	<b>29 548 \$</b>	<b>27 729 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Emprunts à court terme	100 \$	100 \$
Créditeurs et charges à payer	2 460	2 330
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	34	37
Dividendes à payer	299	284
Facturation par anticipation et dépôts de clients	782	737
Provisions	78	124
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 404	1 327
Passifs dérivés courants	33	12
	<b>5 190</b>	<b>4 951</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Provisions	492	395
Dette à long terme	12 256	11 604
Autres passifs non courants	847	736
Impôt sur le résultat différé	2 500	2 107
	<b>16 095</b>	<b>14 842</b>
<b>Passif</b>	<b>21 285</b>	<b>19 793</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	8 221	7 917
Participations ne donnant pas le contrôle	42	19
	<b>8 263</b>	<b>7 936</b>
	<b>29 548 \$</b>	<b>27 729 \$</b>

## Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Périodes closes les 31 décembre (en millions)	Trimestres		Exercices	
	2017	2016	2017	2016
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Bénéfice net	282 \$	87 \$	1 479 \$	1 236 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	564	533	2 169	2 047
Impôt sur le résultat différé	187	(90)	430	(42)
Charge de rémunération fondée sur des actions, montant net	(44)	(67)	17	(2)
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	21	26	82	93
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(15)	(18)	(67)	(71)
Autres	(36)	34	(21)	29
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	20	227	(142)	(71)
Entrées liées aux activités d'exploitation	979	732	3 947	3 219
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(737)	(781)	(3 081)	(2 752)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	—	—	—	(145)
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions, montant net	(4)	(74)	(564)	(90)
Avances aux coentreprises immobilières	(7)	(5)	(26)	(33)
Sommes reçues des coentreprises immobilières	—	12	18	103
Produit de la cession	16	—	28	3
Autres	(2)	—	(18)	(9)
Sorties liées aux activités d'investissement	(734)	(848)	(3 643)	(2 923)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	(269)	(272)	(1 082)	(1 070)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	—	(39)	—	(179)
Émission de titres de créance à long terme	1 039	1 103	6 367	5 726
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(993)	(657)	(5 502)	(4 843)
Émission d'actions par une filiale aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	3	(1)	294
Autres	—	—	(9)	(15)
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	(224)	138	(227)	(87)
<b>SITUATION DE TRÉSORERIE</b>				
Augmentation de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	21	22	77	209
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	488	410	432	223
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	509 \$	432 \$	509 \$	432 \$
<b>INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION</b>				
Intérêts versés	(126) \$	(123) \$	(539) \$	(510) \$
Intérêts reçus	5 \$	3 \$	7 \$	4 \$
Impôt sur le résultat reçu (payé), montant net	8 \$	(29) \$	(191) \$	(600) \$

Trimestres clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
<b>Produits d'exploitation</b>								
Produits externes								
Services	1 783 \$	1 689 \$	1 403 \$	1 390 \$	— \$	— \$	3 186 \$	3 079 \$
Équipement	158	147	59	62	—	—	217	209
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 941	1 836	1 462	1 452	—	—	3 403	3 288
Autres produits d'exploitation	31	5	33	12	—	—	64	17
	1 972	1 841	1 495	1 464	—	—	3 467	3 305
Produits intersectoriels	10	15	51	51	(61)	(66)	—	—
	1 982 \$	1 856 \$	1 546 \$	1 515 \$	(61) \$	(66) \$	3 467 \$	3 305 \$
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>708 \$</b>	<b>598 \$</b>	<b>415 \$</b>	<b>171 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>1 123 \$</b>	<b>769 \$</b>
Dépenses d'investissement <sup>2</sup>	233 \$	249 \$	506 \$	545 \$	— \$	— \$	739 \$	794 \$
			<b>Produits d'exploitation externes (ci-dessus)</b>				3 467 \$	3 305 \$
			Achat de biens et services				1 658	1 574
			Charge au titre des avantages du personnel				686	962
			<b>BAIIA (ci-dessus)</b>				1 123	769
			Amortissement des immobilisations corporelles				414	406
			Amortissement des immobilisations incorporelles				150	127
			<b>Bénéfice d'exploitation</b>				559	236
			Coûts de financement				144	134
			<b>Bénéfice avant impôt</b>				<b>415 \$</b>	<b>102 \$</b>

1 Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.

2 Total des dépenses d'investissement.

Exercices clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
<b>Produits d'exploitation</b>								
Produits externes								
Services	6 994 \$	6 569 \$	5 484 \$	5 431 \$	— \$	— \$	12 478 \$	12 000 \$
Équipement	505	509	219	216	—	—	724	725
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	7 499	7 078	5 703	5 647	—	—	13 202	12 725
Autres produits d'exploitation	36	37	66	37	—	—	102	74
	7 535	7 115	5 769	5 684	—	—	13 304	12 799
Produits intersectoriels	43	58	206	194	(249)	(252)	—	—
	7 578 \$	7 173 \$	5 975 \$	5 878 \$	(249) \$	(252) \$	13 304 \$	12 799 \$
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>3 099 \$</b>	<b>2 906 \$</b>	<b>1 675 \$</b>	<b>1 323 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>4 774 \$</b>	<b>4 229 \$</b>
Dépenses d'investissement <sup>2</sup>	978 \$	982 \$	2 116 \$	1 986 \$	— \$	— \$	3 094 \$	2 968 \$
			<b>Produits d'exploitation externes (ci-dessus)</b>				13 304 \$	12 799 \$
			Achat de biens et services				5 935	5 631
			Charge au titre des avantages du personnel				2 595	2 939
			<b>BAIIA (ci-dessus)</b>				4 774	4 229
			Amortissement des immobilisations corporelles				1 617	1 564
			Amortissement des immobilisations incorporelles				552	483
			<b>Bénéfice d'exploitation</b>				2 605	2 182
			Coûts de financement				573	520
			<b>Bénéfice avant impôt</b>				<b>2 032 \$</b>	<b>1 662 \$</b>

1 Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.

2 Total des dépenses d'investissement.

**TELUS Corporation  
AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES**

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,5050 \$ CA par action sur les actions ordinaires émises et en circulation. Ce dividende sera versé le 2 avril 2018 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 9 mars 2018.

Par ordre du conseil d'administration

Monique Mercier  
Vice-présidente à la direction, Affaires corporatives et chef des services juridiques et de la gouvernance

Vancouver (Colombie-Britannique)  
Le 7 février 2018

Personne-ressource : Relations avec les investisseurs  
1-800-667-4871  
[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)